

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 15 décembre 2021

Délibération n°2021-38 portant approbation du budget initial de l'ENS 2022

- Vu** le code de l'éducation en particulier, ses articles L. 719-4, R. 79-51 et suivants ;
- Vu** les articles 175, 176 et 177 du décret n°012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu** le décret n°2013-1140 du 9 décembre 2013 relatif à l'École normale supérieure ;
- Vu** le règlement intérieur de l'École normale supérieure ;

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires et les prévisions comptables du budget initial 2022 ci-après :

Autorisations budgétaires :

- ✓ 1 755 ETPT sur le plafond global établissement, dont 1 387 ETPT sur le plafond État
- ✓ 137 693 515 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 87 673 270 € de personnel
 - 35 022 131 € de fonctionnement
 - 14 998 115 € d'investissement
- ✓ 135 357 416 € de crédits de paiements dont :
 - 87 673 270 € de personnel
 - 34 367 152 € de fonctionnement
 - 13 316 995 € d'investissement
- ✓ 129 177 624 € de recettes
- ✓ - 6 179 792 € de solde budgétaire

Prévisions comptables :

- ✓ - 6 179 792€ de variation de trésorerie
- ✓ 560 167 € de résultat bénéficiaire
- ✓ 2 560 167 € de capacité d'autofinancement
- ✓ - 3 581 442 € de variation du fonds de roulement.

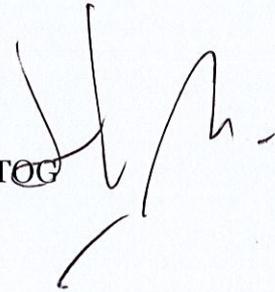
Nombre de membres en exercice :

| | |
|----------------------------|-------------------|
| Présents et connectés : 21 | Pour : 19 |
| Procurations : 3 | Contre : 4 |
| Votants : 24 | Abstention(s) : 1 |

Fait à Paris, le 15 décembre 2021

Le Président du conseil d'administration

François HARTOG



Pièce jointe : budget initial de l'ENS exercice 2022.

Mise en ligne le : 16 décembre 2021



Budget initial

2022



2022

Budget initial

La lettre d'orientation budgétaire votée par le conseil d'administration en juillet dernier faisait l'hypothèse d'une reprise d'activité à partir de la rentrée universitaire. C'est également la direction retenue pour la construction de ce budget initial. Sa présentation intervient après la proposition d'un budget rectificatif n°3, visant à rendre disponibles, dès le 1^{er} janvier 2022, les crédits nécessaires à nos projets scientifiques, immobiliers et pédagogiques, tout en améliorant la sincérité budgétaire de notre budget précédent.

Ce budget 2022 a été élaboré entre début juillet et mi-novembre, sur la base des demandes de l'ensemble des structures de l'École, à l'issue d'un dialogue de moyens mené par la direction. Si la reprise de la crise sanitaire en décembre, au moment où nous rédigeons ces lignes, laisse planer des incertitudes quant au niveau d'activité de janvier, l'hypothèse d'élaboration du budget est celle d'une activité complète en année pleine ; les projets portés par l'établissement sont nombreux et couvrent tout le spectre de nos activités, tant pour l'enseignement, la recherche ou les fonctions supports et soutiens.

Si ce budget ressemble au précédent, il présente néanmoins de profondes transformations : la hausse de l'activité entraîne une hausse de nos ressources propres, tandis que les mesures de la Loi de Programmation et de la Recherche, notamment, entraînent une hausse de notre subvention pour charges de service public. Ces recettes supplémentaires bénéficient à tous les départements ou services, soit au titre de la masse salariale, qui reste la première priorité de l'établissement et qui voit son budget augmenter de manière significative, soit au titre des arbitrages de moyen (+18% de fonctionnement en moyenne), afin de répondre aux demandes exprimées lors de la campagne de moyens.

Les arbitrages réalisés apportent un appui tout particulier aux moyens informatiques, à la formation et l'action sociale, ainsi qu'aux dépenses d'investissement et d'équipement, nécessaires pour mettre à niveau notre patrimoine. On y note également la montée en puissance graduelle du mécénat.

Ces arbitrages sont réalisés dans des hypothèses qui amènent à un résultat positif, dégagant une capacité d'autofinancement suffisante pour réaliser notre politique d'investissement ambitieuse, tout en prélevant de manière mesurée sur notre fonds de roulement.

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1. GRANDES ORIENTATIONS POUR LE BUDGET 2022 - LES PRIORITÉS DE L'ÉCOLE | 4 |
| 1.1 Budgets de fonctionnement | 4 |
| 1.2 Campus et immobilier | 5 |
| 1.2.1 Projets liés aux systèmes d'information | 5 |
| 1.2.2 Campus et développement durable | 6 |
| 1.2.3 Opérations immobilières | 6 |
| 1.3 Actions liées aux contrats de recherche | 7 |
| 1.4 Actions levées de fonds | 8 |
| 1.5 Politique de l'emploi et de développement des ressources humaines | 9 |
| 1.5.1 Stratégie RH en matière d'emplois et de développement des carrières | 10 |
| 1.5.2 Les choix opérés au titre de l'arbitrage des ressources pour l'année 2022 | 11 |
| 1.5.3 Les moyens 2022 | 12 |
| 1.5.4 L'accompagnement et la gestion des RH | 14 |
| 2. PRÉSENTATION DES TABLEAUX BUDGÉTAIRES 2022 | 16 |
| 2.1 Autorisations budgétaires limitatives | 17 |
| 2.1.1 Tableau des autorisations d'emplois | 17 |
| 2.1.2 Tableau des autorisations budgétaires | 17 |
| 2.1.3 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine | 24 |
| 2.2 Equilibre financier | 25 |
| 2.2.1 Solde budgétaire et équilibre financier | 25 |
| 2.2.2 Opérations pour comptes de tiers | 25 |
| 2.3 Eléments d'analyse de la soutenabilité pour 2022 | 26 |
| 2.3.1 Situation patrimoniale prévisionnelle | 26 |
| 2.3.2 Plan de trésorerie | 28 |
| 2.3.3 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées / tableau des opérations pluriannuelles | 28 |
| 2.3.4 Tableau de synthèse budgétaire et comptable | 29 |
| 2.3.5 Tableau des moyens des unités mixtes de recherche | 29 |
| 3. ANNEXES | 30 |
| Annexe 1 : Tableau des arbitrages budgétaires 2022 | 30 |
| Annexe 2 : Tableaux RH 1, 2, 3, 4 | 33 |
| Annexe 3 : Tableau RH 5 des emplois par corps | 37 |
| Annexe 4 : Programmation des opérations immobilières | 38 |
| Annexe 5 : Tableau détaillé des opérations immobilières | 40 |

1. GRANDES ORIENTATIONS POUR LE BUDGET 2022

LES PRIORITÉS DE L'ÉCOLE

L'élaboration du budget 2022 a été réalisée sous un prisme de reprise complète de l'activité entraînant une hausse de 30% de nos ressources propres, d'annonces de financements complémentaires ministériels (LPR, protection sociale complémentaire, mesure égalité des chances), de nombreuses réussites aux appels à projets, pour l'ENS comme pour PSL, alors que l'établissement bénéficie d'une situation financière solide. Ce budget intervient juste après un budget rectificatif n°3 atypique, car réalisé en fin d'année, permettant aux porteurs de projets recherche, comme immobilier, d'inscrire dès le 1^{er} janvier 2022 les crédits nécessaires à leur activité.

Les arbitrages rendus permettent de soutenir notre politique de ressources humaines dynamique (+1,5 M€ de crédits attribués) en maintenant un niveau élevé de réponses favorables aux demande de moyens humains formulées, comparable à l'année précédente, alors que nous sommes dans une période de faibles nombre de départs à la retraite. La contrainte importante sur les crédits de fonctionnement, fixée en 2021, a pu être levée (+2,7 M€ de crédits attribués hors contrats doctoraux spécifique normaliens, soit une augmentation de 18% en moyenne) et permet d'absorber le montant important de dépenses incompressibles. Ces choix budgétaires vont au-delà des recettes complémentaires que nous prévoyons d'obtenir, car une partie de notre politique d'investissements ambitieuse (en hausse de +2,1 M€ soit +45%), tant sur les travaux, la maintenance ou les équipements au service de la communauté normalienne, sera financée par le fonds de roulement de l'Ecole.

Pour autant, afin de mieux évaluer l'impact de ces arbitrages sur nos équilibres budgétaire et comptable, notamment au regard de l'exécution des exercices précédents, et compte tenu des incertitudes toujours présentes, nous avons limité l'ouverture des crédits de paiement correspondant aux attributions d'autorisation d'engagement à 90% pour les crédits de fonctionnement (95% pour les services de la direction générale des services) et à 80% pour l'investissement, sur les crédits globalisés.

La dégradation du contexte sanitaire, à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous rappelle que des évolutions auront lieu durant l'année, et des ajustements seront réalisés au cours du prochain exercice pour préciser notre trajectoire budgétaire.

Les moyens attribués en fonctionnement sont *explicités* (points 1.1 et 1.2), les investissements immobiliers sont exposés (point 1.2.3), les moyens obtenus dans le cadre des activités de recherche et du mécénat sont rappelés (points 1.3 et 1.4), enfin la politique de l'emploi est développée ainsi que les effets du soclage des contrats doctoraux spécifiques normaliens (pour la première année), ce dont nous nous réjouissons.

1.1 Budgets de fonctionnement

Après une année 2021 marquée par une très forte tension sur le budget de fonctionnement, la reprise d'activité entraînant la perception de recettes propres d'un niveau comparable à 2019, ainsi que les crédits complémentaires LPR nous permet d'augmenter le niveau d'arbitrages à 17,4 M€, soit 2,4 M€ de plus qu'au BI 2020 (+18%).

Cette hausse bénéficie à l'ensemble des structures : Lettres, Sciences, Direction et Direction générale des services, et permet de répondre aux besoins issus de la reprise d'activité.

Pour ce qui est de la recherche et de la formation la première tendance commune aux Lettres et aux Sciences est le retour après la difficile année 2021 au niveau d'arbitrage de 2020, avec même une légère progression.

On soulignera en Lettres, la prise en compte maintenue et même renforcée des besoins en formation mais aussi, en recherche, la nécessité à venir d'une réflexion sur les nouvelles pratiques (en particulier les missions) liées à l'expérience de l'année précédente et aussi aux projets de l'ENS « durable ». Le changement de département de rattachement d'une UMR (le Centre Jean Pépin, du DSA à la Philosophie) explique par ailleurs un décalage apparent pour ces départements. C'est l'occasion de rappeler que ce rattachement principal n'empêche pas une association d'un Unité à plus d'un département, notamment par des membres statutaires. Enfin, côté RH, on notera en Lettres un poste de titulaire partagé entre deux départements (Arts et Philosophie) qui résulte aussi d'un effort de chaque département renonçant l'un et l'autre à des postes contractuels.

En Sciences, les départements ont repris leur pleine activité d'enseignement et de recherche, et on peut noter en particulier une augmentation des budgets des plateformes expérimentales (qui reçoivent au budget initial une somme qui correspond à une estimation des recettes à prévoir, basée sur l'année antérieure). La baisse apparente de budget de l'IBENS (service communs) s'explique par la mise en place d'un budget travaux dédié à l'IBENS, directement au service du patrimoine. Enfin, il n'a pas été possible cette année de renouveler le budget des 'actions incitatives', à cause de la priorité qui a été donnée aux ressources RH (renouvellement d'emplois BIATSS et enseignants-chercheurs).

Pour la direction générale des services, si une majorité de la hausse est destinée à couvrir les surcoût incompressibles (reprise du restaurant, hausse du coût des concours...), les crédits complémentaires visent trois objectifs : le renforcement de nos ressources informatiques, le développement de l'accompagnement et la formation, ainsi que la politique sociale de l'établissement.

Comme l'année précédente, nous choisissons d'ouvrir 90% des crédits globalisés sur le fonctionnement et 95% des crédits pour la direction générale des services, compte tenu des exécutions passées. Cela nous permet un pilotage plus fin au cours de l'année, suivant l'évolution de l'activité, et des recettes pour un ajustement en budget rectificatif si nécessaire.

L'annexe 1 présente les arbitrages budgétaires concernant le fonctionnement des départements et unités de recherche en lettres et en sciences, ainsi que la direction et la direction générale des services.

1.2 Campus et immobilier

1.2.1 Projets liés aux systèmes d'information

Dans le cadre de la convergence des systèmes d'information opérée à l'échelle de PSL et dans lequel s'inscrit l'ENS, un Schéma Directeur Numérique (SDN) a été défini suivant un plan pluriannuel s'étalant jusqu'en 2025. Ce SDN porte sur la refonte des applications de gestion (scolarité/pédagogie, finances/comptabilité, ressources humaines) ainsi que le développement des outils collaboratifs avec de nouveaux Environnements Numériques de Travail (ENT). La plupart de ces développements seront mutualisés avec les autres établissements PSL et financés dans le cadre de l'Appel à Projet IDéES (640 K€/an sur 9 ans pour tous les établissements).

En 2022, la priorité sera donnée à :

- ✓ La gestion des populations étudiantes avec la nouvelle application de scolarité Pegase (solution AMUE/Cocktail) pour un coût de 80 K€/an ;
- ✓ La préparation de la bascule au 1er janvier 2023 vers la nouvelle application financière et comptable SIFAC (solution AMUE) avec un coût de déploiement de 225 K€ puis une maintenance de 100 K€/an ;
- ✓ La migration à la rentrée 2022 vers une nouvelle application de gestion des internats pour 40 K€.

Dans un environnement où le numérique est de plus en plus essentiel au maintien des activités de l'ENS, les infrastructures informatiques seront davantage fiabilisées avec :

- ✓ Le projet du nouveau Datacenter (salle serveurs) sécurisé et mutualisé pour 4 départements scientifiques et le CRI, dont la construction est programmée sur le 1er semestre 2022 (enveloppe de 1,95 M€ dédiée au sein du CPER) ;
- ✓ L'équipement en matériels réseaux et systèmes du nouveau Datacenter pour 300 K€ ;
- ✓ La sécurisation des sites de Jourdan et Montrouge en remplaçant les équipements de sécurité à hauteur de 100 K€.

1.2.2 Campus et développement durable

La démarche dimENSion durable, votée au Conseil d'Administration de l'École en juillet 2021, structure la politique de responsabilité sociétale de l'École. Cette démarche est pilotée par un chargé de mission DDRS (Développement Durable et Responsabilité Sociétale), recruté en septembre 2021.

Afin de déployer cette démarche, sept groupes de travail thématiques et multipartites (enseignants-chercheurs, étudiants et personnels administratifs) se sont créés (ou en cours de création) fin 2021, afin de mener des études (atténuation et adaptation au changement climatique) ou des actions ponctuelles (amélioration de la prise en compte du développement durable dans les stratégies et pratiques de l'École, guides de bonnes pratiques, ateliers, ...).

Afin de rendre visible la démarche dimENSion durable, un site internet dédié, rattaché au site institutionnel de l'ENS, sera créé au cours de l'année 2022, associé à la création et la diffusion de contenus en liant avec les réflexions des groupes de travail. Des événements internes de sensibilisation aux enjeux de transitions écologiques et sociales seront menés.

En outre, des bilans d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) des laboratoires seront réalisés, suite à un appel formalisé auprès de ces derniers, afin de réaliser un premier état de lieux des principaux postes de d'émission de GES de cette activité pour, dans un second temps, formaliser une stratégie et des actions de réduction.

1.2.3 Opérations immobilières

L'École dispose d'un patrimoine varié, composé de 24 bâtiments anciens et plus récents, répartis principalement sur la montagne Sainte-Geneviève (Paris V ième) au niveau du boulevard Jourdan (Paris XIV ième) à Montrouge (Hauts-de-Seine) et à Foljuif (Seine et Marne). La surface totale est d'environ 120 000 m² SHON.

Décliné dans son Schéma Pluriannuel de la Stratégie Immobilière, l'École a mis en place une politique immobilière efficace au service de la formation et de la recherche pour soutenir son attractivité au niveau international. Cette année encore le budget s'inscrit pleinement dans cette dynamique indispensable à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine immobilier de l'École.

CPER Lhomond - Erasme

Au chapitre des opérations immobilières, sur le campus Panthéon, l'année 2022 voit se poursuivre les travaux engagés en 2021 sur les bâtiments Lhomond et Erasme, pour les départements de physique et de chimie, dans le cadre de l'opération CPER d'un montant global de 31,5 M€. La rénovation de ces deux départements représente un coût global de 5,83 M€.

Dans le même temps, au sein du bâtiment Erasme, le Datacenter (salle serveurs) évoqué ci-avant, sera mis en service en milieu d'année 2022.

Également inscrit à cette opération d'envergure, le projet de reconstruction du grand hall, avec l'installation d'une nouvelle plateforme de liquéfaction d'hélium, qui requiert 1,24 M€ sur 2022. Ce projet, pour lequel l'équipe de maîtrise d'œuvre retenue en 2021 poursuit cette année les études de conception architecturale et technique, doit permettre la livraison du futur bâtiment en 2026.

Requalification paysagère de la cour Pasteur

L'ENS souhaite bâtir un schéma directeur de développement de son campus Panthéon, pour davantage l'inscrire dans le 21^{ème} siècle, et faire de ce lieu un cadre plus adapté aux évolutions sociétales et technologiques.

En première phase de la création de ce campus urbain, avec une nouvelle ouverture sur la ville, l'École réserve une enveloppe de 950 k€ sur 2022, pour la requalification paysagère de la Cour Pasteur.

Les objectifs sont d'apporter une qualité paysagère et esthétique à cette cour, en s'appuyant sur l'existant, et d'y favoriser les usages sur des espaces variés et différenciés, à l'échelle du site.

Campus Panthéon – Amélioration des conditions d'accessibilité, de travail et de confort

En 2022, l'ENS poursuit sa politique d'amélioration des conditions d'accueil et de travail de ses différents usagers, notamment sur le campus Panthéon.

Afin d'accroître les possibilités d'accès en étages aux personnes à mobilité réduite, l'École investit près de 650 k€ en 2022, pour la création d'un deuxième ascenseur sur le bâtiment historique du 45 rue d'Ulm. Cet ascenseur, installé dans l'une des cages d'escalier du Carré, doit permettre un bien meilleur accès à l'ensemble des locaux, avec une répartition des flux plus cohérente et facilitée.

Dans le contexte sanitaire actuel, la question de la conception et de l'hygiène des espaces sanitaires ouverts au public constitue une priorité à laquelle une réponse est apportée depuis 2021, principalement sur le campus Panthéon.

Dans cet objectif, un programme triennal de rénovation de ces locaux sanitaires relativement vétustes a été arrêté, moyennant un investissement de 295 k€ en 2022.

L'accessibilité de ces espaces sanitaires aux personnes à mobilité réduite est également considérée, en complément de leur rénovation, et au regard des possibilités offertes par la prochaine installation d'un ascenseur, sur le bâtiment historique du 45 rue d'Ulm.

Site Montrouge - Rénovation énergétique et réhabilitation des internats

L'amélioration des conditions de vie et d'hébergement de ses étudiants sur les campus figure parmi les ambitions de l'École. Pour le site de Montrouge, une nouvelle étude est engagée par l'Etat, la Ville, l'Université de Paris et l'ENS, afin d'élaborer conjointement un projet de reconversion urbaine ouvert sur le quartier, projet répondant aux stratégies immobilières de chacune des parties prenantes, dans le respect de potentialités de valorisation foncière dégagées.

En réponse à la vétusté des tours B et C, et dans l'attente des conclusions de cette réflexion urbanistique, l'École entend par conséquent engager en 2022 de nouvelles études en vue d'améliorer la sécurité et de rafraîchir les locaux de ces bâtiments construits à la fin des années 1960.

Sécurisation de locaux serveurs (campus Panthéon)

Soucieuse de garantir une continuité de service des infrastructures informatiques, l'ENS projette en 2022 la modernisation de ses trois locaux serveurs du Campus Panthéon, pour d'une part renforcer leur sécurisation électrique et climatique, et d'autre part pour améliorer la performance des équipements.

Cette action en faveur d'une garantie de bon fonctionnement des infrastructures informatiques, en cas d'aléas climatiques (fortes chaleurs estivales), requiert en 2022 une enveloppe de 300 k€.

Maintenance générale

Dans la continuité de la politique de maintenance engagée en 2020, une enveloppe d'investissement spécifique portée à 450 K€ est de nouveau ouverte, pour la réalisation de menus travaux relatifs à la rénovation ou l'amélioration d'installations et d'équipements techniques, au niveau des campus de l'École.

Toutes les opérations immobilières sont précisées dans les annexes 4 et 5 du présent document.

1.3 Actions liées aux contrats de recherche

En 2022, la part relative de l'activité des dépenses fléchées contractuelles sur les dépenses prévisionnelles de l'École normale supérieure sera de 20%. Ce taux élevé est stable depuis 2017 entre 15% et 18% après avoir connu une forte hausse en 2015 et 2016.

Cette part relative très importante est une preuve de la vitalité des équipes de recherche à l'ENS pour l'obtention de financements externes.

| Recettes prévisionnelles de l'ENS (hors opérations immobilières) | BI 2021 | BI 2022 | Variation |
|--|-------------------|-------------------|------------------|
| Financements de l'Union Européenne | 4 613 500 | 4 279 564 | -333 936 |
| Financements de l'ANR – Programme IA | 5 548 500 | 6 691 732 | 1 143 232 |
| Financements de l'ANR – Hors IA | 3 542 500 | 4 208 517 | 666 017 |
| Financements de la Région IDF | 2 294 000 | 2 077 000 | -217 000 |
| Autres financements publics fléchés | 2 377 500 | 2 173 578 | -203 922 |
| Prestations et autres financements | 1 388 300 | 1 976 542 | 588 242 |
| Total | 19 764 300 | 21 406 933 | 1 642 633 |

On notera la part importante, et en augmentation depuis quatre ans, des recettes sur les contrats de recherche ANR hors investissement d'avenir, du fait des nombreux succès des équipes de recherche de l'ENS aux appels génériques successifs de 2018 à 2021 de l'Agence nationale de la recherche. Ainsi 26 contrats de recherche ont été obtenus lors de la campagne 2019 puis 21 contrats pour l'appel générique 2020 et 31 en 2021. Il y a également eu des lauréats sur d'autres appels à projets (MRSEI¹ ou ERA-NET²). Par ailleurs, les équipes de recherche de l'ENS ont obtenu de bons résultats aux appels à proposition « Horizon 2020 » en 2021, avec 7 bourses individuelles, un « Innovative Training Network » (ITN) « Actions Marie Skłodowska-Curie (MSCA) » et deux projets collaboratifs.

Cette année, plusieurs projets collaboratifs ainsi que projets MSCA notamment des bourses individuelles et des "Doctoral networks" ont été déposés dans le cadre d'Horizon Europe ce qui permet d'espérer le maintien des ressources élevées sur les projets européens.

L'École coordonne deux programmes d'intérêts majeurs Ile-de-France (DIM RESPORE et DIM Islam) dont d'importants versements des subventions obtenus en 2018 interviendront cette année.

La part relative des financements PSL et du Programme d'investissement d'avenir dans son ensemble reste déterminante pour la recherche de l'ENS avec la réussite de PSL en 2021 pour deux projets dans le cadre de l'appel EQUIPEX+ (IDEES et IMF-NMR).

Il est également à noter le succès du projet CPER Recherche Résolution porté par PSL et dont une part importante sera gérée par l'ENS pour le financement du spectromètre hébergé à l'ENS. Bien entendu, les financements destinés aux deux Laboratoires d'excellences prolongés jusqu'en 2024, « ICFP » en physique et « Memolife » en biologie, ainsi que les 2 EUR Translitterae et Frontcog constituent toujours une part majeure de nos recettes et de nos dépenses de recherche.

Le "Programme Investissement d'Avenir" (PIA) continuera à financer cette année plusieurs chaires de recherche en intelligence artificielle à l'ENS dans le cadre du projet PRAIRIE.

Enfin, il faut noter l'obtention de plusieurs financements provenant des différentes universités et structures de recherches américaines pour des montants significatifs par des chercheurs de l'ENS.

1.4. Actions levées de fonds

La structuration de la Fondation de l'ENS se poursuit avec la création d'un comité des placements afin de mettre en place un modèle économique permettant à la Fondation de l'ENS de générer des revenus pérennes lui assurant ainsi un fonctionnement durable. Ce nouveau modèle économique inclut un projet ambitieux autour de la Villa Pasteur, résidence de chercheurs située à proximité de l'ENS, qui est en cours de montage.

La campagne de levée de fonds initiée en 2018 se poursuit. Une présentation des thématiques phares de cette campagne sont disponibles sur le site de la Fondation de l'ENS. En date de janvier 2021, 26,84 millions d'euros de dons et promesses de dons sont déjà acquis et 58 % de cette somme a été directement collectée par l'ENS soient 15,6 millions d'euros (52 % proviennent de subventions obtenues grâce à la réussite de chercheurs de l'ENS à des appels à projets compétitifs, 24 % d'entreprises, 23 % de fondations et 1 % de particuliers). Ces chiffres sont globaux, ils recouvrent à la fois les lettres et les sciences à l'école. La fin de campagne est programmée pour fin 2022.

¹ MRSEI : Montage de réseaux scientifiques européens ou internationaux

² ERA-NET : European Research Area Network (mise en réseau des programmes nationaux et régionaux de recherche et développement)

Les fonds de mécénat apportent des ressources complémentaires pour financer des projets nouveaux, reflétant les spécificités de notre école et d'intérêt général. Le mécénat complète ainsi les ressources nécessaires au développement de projets qui, sans cet apport, ne pourraient se concrétiser. Pour l'année 2020 et à titre d'exemple, les recettes en mécénat représentaient 30 % des ressources propres fléchées et 1,3 % des recettes totales de l'ENS (fonds gérés à l'ENS). Ci-dessous quelques exemples de réalisations concrètes.

Le financement de bourses pour les étudiants normaliens est une priorité pour l'ENS et un axe de collecte important depuis plusieurs années. Pour l'année 2021-2022, les dons de particuliers vont permettre de renouveler le complément financier apporté aux boursiers sur critères sociaux pour un montant total de 140 K€ (il était de 100 K€ en 2020-2021) soit une augmentation d'environ 53% du montant annuel de la bourse de chaque bénéficiaire. Ces dons continuent aussi à soutenir la mobilité internationale et le programme des bourses olympiques dont nous espérons pouvoir accueillir de nouveaux bénéficiaires en 2022. Nous recherchons activement de nouveaux mécènes afin de faire perdurer le soutien apporté aux étudiants du programme Médecine-Humanités.

Le projet de centre de sciences de données a pour but de créer à l'ENS un centre de recherche pluridisciplinaire en sciences des données, au meilleur niveau mondial, ayant pour vocation de fédérer les activités de PSL autour de ces thématiques. Le centre, qui fait maintenant partie du projet ParisSanté Campus (Val-de-Grâce), est résolument ouvert aux autres domaines scientifiques, et notamment la physique, la biologie et les sciences cognitives. Les équipes de QBio rejoindront le lieu préfigurateur de ParisSanté Campus début 2022. La collecte de fonds s'oriente maintenant vers deux priorités :

- ✓ le programme de « Junior research chair » (JRC). L'objectif du programme JRC est de renforcer l'attractivité internationale tout en élargissant le vivier de recrutement et ainsi recruter de jeunes scientifiques talentueux, ayant une expérience au niveau international, capables de développer rapidement de nouveaux domaines de recherche tout en leur offrant la possibilité de développer leurs talents dans un environnement de recherche de pointe. Des promesses de dons sont attendues courant 2022 ;
- ✓ le programme de professeurs invités notamment en leur permettant de rester sur de plus longues périodes.

Suite à l'appel à dons 2021, 100 K€ seront investis en 2021/2022 pour le lancement de la chaire d'anthropologie européenne, l'audit des systèmes d'information de l'ENS, le soutien au programme « Planète vivante, milieux humains », le traitement du fonds d'archives de Michel Serres et une bourse dans le cadre du programme Médecine-Humanités.

Une nouvelle chaire en algorithmique et « machine learning » démarrera en 2022 à l'ENS pour un montant de 200 K€/an sur cinq ans. Elle sera portée par un jeune chercheur du département d'informatique.

Les deux objectifs principaux des prochains mois seront de continuer à accompagner la Fondation pour la collecte dans le cadre de la campagne de levée de fonds et de revoir le site web de l'École. L'ouverture sur le mode socio-économique est réelle au sein de l'ENS mais peu relatée et pas assez mise en valeur. L'idée sous-jacente est d'éclairer un peu plus nos visiteurs sur la manière dont l'École, sans perdre sa spécificité, évolue et s'inscrit dans cette dynamique d'ouverture et de diversification des ressources de plus en plus présente dans l'ESR.

1.5. Politique de l'emploi et de développement des ressources humaines

La crise sanitaire a conduit à un ralentissement des recrutements particulièrement visible dans le domaine de la recherche et de façon plus modérée sur les activités d'enseignement et l'ensemble des fonctions support et soutien. L'École a dû s'adapter en proposant des modalités de travail alternatives et en déployant une nouvelle organisation recourant massivement au numérique. Les mesures prises ont permis de préserver une continuité et d'assurer la réactivité des services dans un contexte d'incertitude et de foisonnement de cadre normatif.

La reprise rapide de l'activité économique engendre une tension importante sur le marché du travail et amplifie les difficultés de recrutement dans certains champs de compétence. On observe également une baisse d'intérêt pour la fonction publique avec des freins liés au manque d'attractivité des rémunérations et la concurrence du secteur privé.

L'ENS a réagi en actualisant sa grille de rémunération des personnels BIATSS contractuels et avec un effort sur les enveloppes de primes dédiées à reconnaître l'engagement professionnel des agents.

Les orientations stratégiques de l'ENS en matière de ressources humaines s'inscrivent dans la continuité des actions déjà engagées et tiennent compte des nombreuses évolutions réglementaires et de la mise en œuvre progressive des mesures de la loi de programmation de la recherche (LPR) ainsi que la poursuite de la publication des textes relatifs à la loi de transformation de la fonction publique.

Cette année, l'École renforce son action menée en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle en faisant bénéficier à des jeunes un contrat d'apprentissage dans les métiers représentés au sein de l'École. À ce titre, une attention particulière a été portée aux demandes de recrutement d'apprentis dont la rémunération est maintenant financée par la masse salariale de l'établissement pour l'ensemble des postes arbitrées favorablement.

La maîtrise de la masse salariale et la garantie de la soutenabilité budgétaire pluriannuelle des orientations de l'École en matière de politique d'emploi constituent toujours une priorité absolue. Les arbitrages 2022 sont naturellement soumis à une évaluation de leurs conséquences à moyen terme ayant pour objectif de sécuriser la trajectoire 2022-2023.

1.5.1. Stratégie RH en matière d'emplois et de développement des carrières

La démarche déployée a pour but de mettre en accord les besoins prioritaires identifiés avec les ressources disponibles en maîtrisant l'impact des flux d'entrées et de sorties tout en offrant aux agents des perspectives de développement de carrière au sein de l'établissement.

Au regard des missions de l'École et de son engagement dans les objectifs poursuivis par PSL, l'École s'attache à développer, autant que possible, le potentiel d'enseignement et de fonctions soutien et support.

Dans cette perspective, le nombre de recrutements a été déterminé en relation avec les départs à la retraite programmés, les mobilités sortantes, l'analyse des possibilités de mobilités internes, un renforcement de la mutualisation, les vacances définitives de postes et nos marges de manœuvre dans un contexte budgétaire contraint.

La prévision des départs en retraite des personnels BIATSS de l'année 2022 est similaire à 2021. Ce qui n'est pas le cas pour les enseignants-chercheurs où le nombre de départs est particulièrement faible. Tous les supports de poste en lien avec des départs ont été utilisés dans une logique d'optimisation des ressources. En effet, il s'agissait de répondre aux besoins de compétences prioritaires sur des missions et activités pérennes.

La création de postes reste cependant limitée afin de garantir la soutenabilité budgétaire des dépenses de personnel.

| Prévision de départs en retraite 2022 | | |
|--|-------------------------|---|
| | Départs certains | Départs possibles Droits ouverts en 2022 |
| Enseignants du second degré | 2 | 1 |
| BIATSS CAT A | 2 | |
| BIATSS CAT B (dont 1 CDI) | 3 | 1 |
| BIATSS CAT C | 5 | |
| TOTAL | 12 | 2 |

Le dimensionnement de la campagne d'emplois 2022 prend en compte l'ensemble des demandes de toutes les entités soit 183 demandes (173 en 2021) à l'issue des dialogues de gestion. 109 demandes ont été satisfaites, soit environ 60 % (103 arbitrages positifs en 2021 ; 60%).

Les besoins exprimés par l'ensemble des structures de l'École ont été analysés en prenant en considération la nécessaire dimension pluriannuelle de la politique de l'emploi. Dans un contexte budgétaire toujours tendu, cette

démarche est essentielle pour garantir un équilibre budgétaire permettant à l'École d'assurer ses missions de recherche, d'enseignement, de pilotage ainsi que de vie de campus.

1.5.2. Les choix opérés au titre de l'arbitrage des ressources pour l'année 2022

1.5.2.1. L'emploi académique

Les arbitrages 2022 ont permis de satisfaire 6 demandes de postes de titulaires (cf. Annexes - Tableau 1) sur les 16 postes de PU et MCF demandés par les départements. Malgré une très faible marge de manœuvre due à la stabilité des effectifs de PU et de MCF entre 2021 et 2022 (un poste MCF libéré suite à une réussite de concours PU), l'École affirme son engagement avec une politique de ressources humaines ambitieuse au service de l'enseignement et de la recherche. L'ouverture de ces 6 postes est rendue possible par le redéploiement de supports de postes d'enseignement (AgPr, ATER, MCF), et démontre la détermination de l'École à préserver et développer, autant que possible, l'emploi pérenne dans un contexte budgétaire contraint et un environnement dans lequel les structures se diversifient. Par ailleurs, 26 postes de contractuels ont été arbitrés, qui correspondent à des renouvellements de postes d'enseignants contractuels, AGPR, ATER, lecteurs de langue, etc. (cf. Annexe 2 - Tableau 3).

Enfin, l'ENS renouvelle sa campagne de professeurs invités en 2022 à raison d'environ 40 mois pour des professeurs invités ENS de statut junior et senior (200 K€).

1.5.2.2. L'emploi BIATSS

Les choix opérés en matière d'emplois BIATSS visent à stabiliser ou renforcer l'ensemble des fonctions soutien et supports relevant des périmètres de responsabilité de la Direction, des Départements scientifiques et de la Direction générale des services.

L'École maintient sa dynamique de soutien en direction de l'emploi pour garantir la continuité pédagogique et assurer le fonctionnement des services et des infrastructures de l'École.

Depuis plusieurs années, l'École participe à la politique nationale menée en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle en faisant bénéficier des jeunes d'un contrat d'apprentissage dans de nombreux métiers. À ce titre, 7 postes d'apprenti sont financés sur cette campagne sur 15 ETP annuels consacrés à l'apprentissage.

L'analyse des besoins de compétences et des missions a été privilégiée pour déterminer les priorités en matière d'arbitrage des emplois pérennes et des besoins ponctuels. Pour faire face aux nombreux besoins de compétences, 69 demandes de recrutement d'agents contractuels ont été acceptées (cf. Annexe 2 - Tableau 4).

Pour les services relevant du périmètre de la direction générale des services, le renforcement des compétences en informatique est priorisé afin de répondre aux enjeux d'adaptation et d'évolution du numérique et plus particulièrement à la convergence des systèmes d'information.

L'École porte également une attention particulière aux perspectives de promotion des agents titulaires et de titularisation des agents contractuels occupant des postes pérennes.

En fonction du quota de postes par catégorie, 8 postes BIATSS devraient être ouverts aux concours au titre de l'année 2022 sur les 23 demandes transmises par les structures contre 17 en 2021 sur 32 demandes (cf. Annexe 2 - Tableau 2).

1.5.2.3. Synthèse des arbitrages

Les concours

| | |
|-----------------|-----------|
| Concours EC | 6 |
| Concours BIATSS | 8 |
| Total | 14 |

L'emploi enseignant chercheur (hors concours)

| | Effectif au 31.12.2020 | Création | Prolongation | Remplacement | Mouvement 2022 |
|-----------------------------|------------------------|----------|--------------|--------------|----------------|
| Agrégés préparateurs (AGPR) | 28 | | 8 | 2 | 10 |
| ATER | 7 | 1 | 3 | 2 | 6 |
| Post-Doc (CDD Chercheur) | 8 | | 1 | | 1 |
| Professeur associé (PAST) | 3 | | | 1 | 1 |
| Maitre de langue | 1 | | | 1 | 1 |
| Lecteur langue | 6 | | 4 | 2 | 6 |
| Enseignant contractuel | 14 | | 1 | | 1 |
| TOTAL | | 1 | 17 | 8 | 26 |

L'emploi BIATSS (hors concours)

| | Création | Prolongation | Remplacement | Mobilité | TOTAL |
|------------------------|-----------|--------------|--------------|----------|-----------|
| Ingénieur de recherche | 1 | 1 | 1 | | 3 |
| Ingénieur d'études | 7 | 6 | 2 | | 15 |
| Technicien | 3 | 10 | 7 | 1 | 21 |
| Assistant ingénieur | 2 | 5 | | | 7 |
| Adjoint technique | 7 | 1 | 7 | | 15 |
| Apprenti | 5 | | 2 | | 7 |
| Médecin | | 1 | | | 1 |
| TOTAL | 25 | 24 | 19 | 1 | 69 |

1.5.3. LES MOYENS 2022

1.5.3.1. La masse salariale de l'établissement

La masse salariale inscrite au budget initial 2022 est calculée sur la base d'une reconduction de la dotation en masse salariale de la subvention d'État augmentée des mesures RH prévues dans la LPR (dont la revalorisation des contrats doctoraux) de la révision de l'IFSE des personnels BIATSS, et des crédits nécessaires au financement du télétravail et de la protection sociale complémentaire. La prévision intègre également la compensation des dernières revalorisations indiciaires et des créations d'échelons et de grades prévues par le protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR).

La prévision de dépense du secteur globalisé comprend l'ensemble des dépenses de personnels y compris les enveloppes des départements, le coût des jurys de concours.

La masse salariale prévisionnelle 2022 s'établit à 87 673 270 € dont 12 227 360 € de dépenses de personnel relatives aux contrats de recherche (84 585 891 € en 2021, dont 10 645 750 € de crédits fléchés en personnel). Elle se partage selon deux ensembles, État et ressources propres et représente 65% des dépenses de l'École, contre 63% au BI 2021.

1.5.3.2. Dépenses de masse salariale issues des arbitrages 2021, hors contrats de recherche

Le budget 2022 tient compte des arbitrages positifs de la campagne de moyens RH représentant un coût total de 2 301 808 € contre 1 890 650 € par rapport à la campagne 2021 en augmentation 19% (le coût en année pleine sur 2023 sera de 4 362 240 €).

Le coût des nouveaux arbitrages issus de la campagne d'arbitrage 2022 se répartit comme suit :

| | Coût 2022 | Coût 2023 |
|--|--------------------|--------------------|
| Direction | 424 165 € | 663 400 € |
| Direction générale des services | 1 055 790 € | 1 533 700 € |
| Lettres | 236 983 € | 680 240 € |
| Sciences | 584 870 € | 1 484 900 € |
| Total | 2 301 808 € | 4 362 240 € |

Afin de couvrir le coût des arbitrages, l'École doit mobiliser une enveloppe importante de crédits sur les ressources propres, équivalente à la dépense prévisionnelle.

Un effort conséquent est consenti par l'École pour maintenir le niveau d'emploi en faisant porter majoritairement les dépenses d'investissement sur le fonds de roulement au profit de la masse salariale et des crédits de fonctionnement (cf. Infra).

1.5.3.3. Les mesures salariales

La loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPR) prévoit de nombreuses mesures dont la revalorisation progressive des carrières et des régimes indemnitaires des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur avec une mise en œuvre de 2021 à 2027. Plusieurs décrets ou arrêtés ont déjà été publiés sur les 22 prévus d'ici fin 2021.

A ce stade du calendrier d'application, l'impact de toutes ces évolutions sur la masse salariale de l'École en 2022 n'est pas totalement quantifiable. Certaines mesures liées à la refonte indemnitaire des enseignants chercheurs et au repyramidage des différentes filières restent à préciser. Les revalorisations de la LPR visant à l'amélioration de l'attractivité des métiers scientifiques et à l'harmonisation du niveau de rémunérations dans les corps comparables de la fonction publique d'État et connues lors de l'élaboration du budget initial 2022, représentent environ 300 k€ de dépenses au titre de 2022.

L'augmentation de la rémunération forfaitaire mensuelle minimale des doctorants impactera significativement la masse salariale de l'École. En effet, leur rémunération minimale augmente de 6,1 % par rapport, passant à 1 866 € brut par mois au lieu de 1 758 € brut pour tous les contrats de travail conclus à compter du 1^{er} septembre 2021. Elle ne concerne pas les contrats établis avant cette date et s'applique donc pas de façon rétroactive. La rémunération des contrats conclus à compter du 1^{er} septembre 2022 sera portée à 1 975 euros brut. Sur 2022, l'effet sur la masse salariale de l'établissement est estimé à plus de 600 k€.

Enfin, les dernières mesures de revalorisation des carrières inscrites au titre du PPCR représenteront un investissement de 37 255 € sur l'année 2022.

1.5.3.4. Dépenses de masse salariale sur contrats de recherche

La masse salariale dédiée aux contrats de recherche représente un budget en ressources propres de 12 227 360 € (10 695 750 € ouverts au BI 2021 et 11 281 700 € au titre de 2020).

Ces dépenses correspondent à un plafond d'emploi de 272 ETPT, en augmentation de 15% par rapport à 2021.

1.5.3.5. Financement et gestion des contrats doctoraux (hors Contrats Doctoraux Spécifiques Normaliens)

En 2022, l'École assurera la gestion de trois cohortes de doctorants PSL (environ 25 doctorants par an). La prise en charge de ces trois cohortes fait l'objet de conventions de reversement entre l'Université PSL et l'ENS.

Le rattachement de deux laboratoires de l'ENSA Paris-Malaquais (à l'ED 540 de l'ENS) a donné lieu à la signature d'une convention prévoyant la gestion par l'ENS des doctorants accueillis au sein des deux unités de recherches concernées.

Enfin dans le cadre de la convention de gestion administrative signée fin 2020 entre l'Université PSL et l'ENS, l'École agit en tant qu'établissement opérateur et assure le recrutement des contrats doctoraux spécifiques normaliens notifiés au Collège de France.

La masse salariale consacrée à la prise en charge des contrats doctoraux s'établit à 2 281 000 €.

1.5.4. L'accompagnement et la gestion des RH

L'accompagnement des parcours professionnels, le développement d'une politique salariale et de recrutement participant à l'attractivité de l'établissement, l'amélioration de la qualité vie au travail et la mise en œuvre d'une gestion RH de qualité sont les axes principaux de la politique RH de l'École.

1.5.4.1. La protection sociale complémentaire des agents

Le décret n°2021-1164 du 8 septembre 2021 relatif au remboursement d'une partie des cotisations de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais de santé des agents civils et militaires de l'État rend obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2022, une participation forfaitaire de l'employeur à hauteur de 15 € par mois. Elle s'applique à l'ensemble des titulaires et contractuels hors vacataires à compter du 1^{er} janvier 2022.

Le financement cette mesure est compensé par une majoration de la subvention pour charges de service public à hauteur de 249 660 €.

1.5.4.2. Le développement du télétravail

Les lignes directrices du télétravail de l'ENS ont été révisées au regard de l'accord-cadre relatif au télétravail dans la fonction publique signé le 13 juillet 2021 et la publication de deux nouveaux textes relatifs à la création d'une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats.

À compter du 1^{er} septembre 2021, une indemnité contribuant au remboursement des frais engagés au titre du télétravail, sous la forme d'une allocation forfaitaire dénommée « forfait télétravail » est attribuée au télétravailleur. Le montant du « forfait télétravail » est fixé à 2,5 € par journée de télétravail effectuée dans la limite de 220 € par an. Début 2022, elle sera versée trimestriellement à l'agent au regard du décompte des jours figurant dans le SIRH de l'établissement.

Le coût de cette mesure est estimé à 45 000 € par an.

1.5.4.3. Qualité de vie au travail et égalité professionnelle

Engagée depuis plusieurs années, la démarche de qualité de vie au travail (QVT) s'est poursuivie en s'adaptant au contexte de la crise sanitaire. L'année 2021 a permis de produire un premier bilan des 45 mesures figurant au plan d'action, inscrit à l'ordre du jour du CHSCT du 26 mai 2021. La crise sanitaire a conduit à une réorientation des priorités vers la gestion de la crise puis la préparation d'une reprise progressive de l'activité.

Le volet dédié à la préservation de la qualité de l'environnement de travail visant à l'amélioration des lieux de vie de l'École s'en est trouvé modifié pour répondre à l'urgence de la situation. L'année 2022 sera l'occasion de

produire un état des lieux, de revoir les priorités du plan d'action, de lancer une réflexion sur le droit à la déconnexion et de poursuivre les aménagements des lieux de vie.

En matière d'égalité professionnelle, l'ENS a élaboré un plan d'action destinée à favoriser la résorption des inégalités professionnelles entre les hommes et les femmes. Ce plan comporte 33 actions concrètes dont la réalisation devrait s'étaler sur 3 ans.

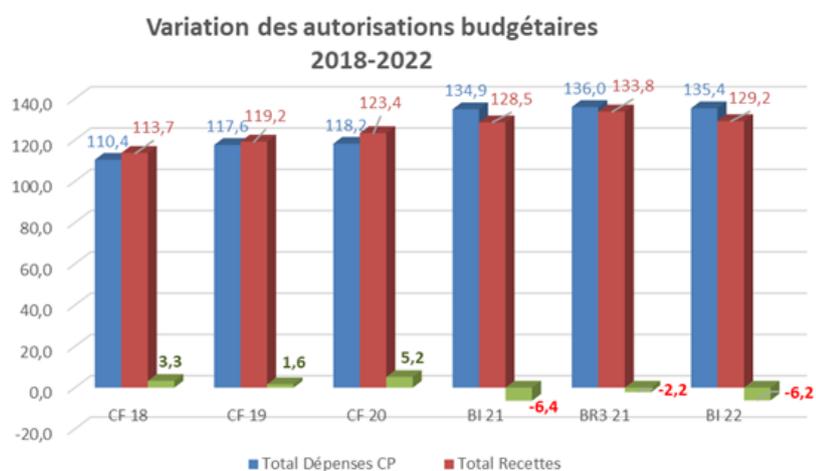
Approuvé par le Comité technique et le Conseil d'administration en 2021, ce plan comporte 5 axes couvrant l'ensemble des thématiques prévues par l'accord relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes dans la fonction publique, signé le 30 novembre 2018.

Une des actions facilitant l'articulation des temps de vie est immédiatement mise œuvre par la sanctuarisation, dans le budget 2022, d'une enveloppe de 50 000 € dédiée au remplacement des agents partant en congé maternité ou d'adoption.

2. PRÉSENTATION DES TABLEAUX BUDGÉTAIRES 2022

| Dépenses de crédits de paiement (CP) en M€ | CF 18 | CF 19 | CF 20 | BI 21 | BR3 21 | BI 22 | Recettes en M€ | CF 18 | CF 19 | CF 20 | BI 21 | BR3 21 | BI 22 |
|--|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Personnel | 78,8 | 80,4 | 82,00 | 84,59 | 86,63 | 87,67 | Globalisées | 92,8 | 96,3 | 100,96 | 99,87 | 102,89 | 104,59 |
| Fonctionnement | 24 | 31,2 | 30,56 | 31,88 | 33,65 | 34,37 | Fléchées | 20,9 | 22,9 | 22,40 | 28,64 | 30,90 | 24,59 |
| Investissement | 7,6 | 6,1 | 5,61 | 18,42 | 15,67 | 13,32 | | | | | | | |
| Total Dépenses CP | 110,4 | 117,6 | 118,17 | 134,88 | 135,95 | 135,36 | Total Recettes | 113,7 | 119,2 | 123,36 | 128,52 | 133,79 | 129,18 |
| Excédent | 3,3 | 1,6 | 5,19 | | | | Déficit | | | | 6,36 | 2,16 | 6,18 |

Depuis 2018, la trajectoire financière et budgétaire de l'École est nettement à la hausse, tant en recettes (+15,5 M€) qu'en dépenses (+25 M€). Les déficits, budgétaire et comptable, que nous anticipons sur l'exercice 2021 doivent être regardés à l'aune de la structure de nos recettes, de notre politique d'investissement et de notre assise financière (fonds de roulement et trésorerie). Compte tenu de la particularité de l'exercice 2020 fortement affecté par la crise sanitaire et caractérisé par une baisse des volumes en dépenses comme en recettes, il semble plus pertinent de comparer le budget initial 2022 avec le budget initial 2021, ainsi que, dans une certaine mesure, avec le BR3/2021.



Ainsi les recettes montrent une prévision budgétaire assez stable (+661 K€ par rapport au BI2021), tout comme les dépenses (+478 K€ en crédits de paiement), en dépit de variations contradictoires. Cette situation conduit à un solde budgétaire négatif de -6,2 M€, très proche de celui prévu au budget initial 2021 (un écart de +182 K€ entre les soldes budgétaires initiaux).

En effet, l'augmentation des recettes globalisée de 4,7 M€ (+2,6 M€ de SCSP et +1,9 M€ de recette propres) donne lieu à une ouverture de crédits de paiements supplémentaires de +5 M€, dont +2,2 M€ pour les arbitrages (qui s'élèvent à 20,2 M€), +1,5 M€ pour la masse salariale et +1 M€ pour les projets immobiliers. Le solde budgétaire globalisé diminue donc de 0,3 M€ et s'établit à -3,8 M€.

De plus, la diminution des recettes fléchées de -4,1 M€ (+0,4 M€ pour les contrats de recherche et -4,5 M€ pour le CPER) est compensée par une diminution plus importante des dépenses fléchées de -4,6 M€ (-0,4 M€ sur les contrats de recherche et -6,1 M€ pour le CPER), ce qui contribue à une amélioration de notre solde budgétaire fléchée de 0,5 M€, qui s'élève à -2,4 M€.

La limitation de l'attribution de crédits complémentaire sur la partie globalisée à un niveau proche des recettes globalisée, tout en maintenant un niveau important d'investissement, fait donc porter notre politique d'investissement sur la trésorerie (et le fonds de roulement) de l'établissement, tout en nous permettant de conserver un résultat comptable proche de l'équilibre. Le déficit fléché, quant à lui, va impacter notre trésorerie fléchée, qui présente un niveau important.

Certains éléments méthodologiques ont été modifiés à l'occasion de la préparation du budget initial 2022. Tout d'abord certains tableaux règlementaires et certaines données prévisionnelles ont été établis sur des bases ajustées, pour répondre aux besoins de précisions et d'informations attendues par les administrateurs et les tutelles : le détail en sera donné au fur et à mesure de la présentation.

En outre le plan de la présentation technique des différents tableaux a été ajusté pour s'aligner sur les préconisations de la circulaire annuelle de la Direction Générale des Finances publiques et de la Direction du Budget relative à la gestion budgétaire et comptable des organismes et opérateurs de l'État. Ceci permet de préparer la mise à jour attendue du décret budgétaire et financier des EPSCP (partie règlementaire du Code de l'Éducation) qui a pour objectif de rendre plus cohérent les modalités de fonctionnement de ce type d'établissement public avec les objectifs et contraintes de la GBCP.

Ainsi au lieu d'une description systématique par tableau, figurent ci-dessous une présentation successive, tout d'abord des autorisations budgétaires limitatives, puis de l'équilibre financier et enfin une analyse de la soutenabilité financière de l'établissement.

2.1. Autorisations budgétaires limitatives

Conformément au décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relative à la gestion budgétaire et comptable publique³, les autorisations limitatives concernent tant les emplois (§ 2.1.1) que les crédits budgétaires (§ 2.1.2) dont est précisé le détail des dépenses par destination et des recettes par origine (§ 2.1.3)

2.1.1. Tableau des autorisations d'emplois

Le nombre total d'emplois s'établit à 1 755 ETPT (équivalent temps plein travaillé), soit une variation de +37 ETPT par rapport au budget initial 2021. Cette variation du plafond d'emplois s'explique uniquement par la variation des prévisions de recrutement sur les contrats de recherche (Cf. Annexe 2 tableau 5).

Ce chiffre évoluera dans l'année au fur et à mesure des prochaines ouvertures de crédits.

Le plafond État reste quasi stable entre 2021 et 2022. La diminution de 1 ETPT relève d'ajustement de contrats doctoraux temporaires alloués par le ministère.

2.1.2. Tableau des autorisations budgétaires

Le tableau n° 2 présente les prévisions en recettes⁴ d'une part, les autorisations d'engagement et crédits de paiement⁵ d'autre part.

2.1.2.1. Tableau détaillé des recettes budgétaires

Selon le cadre règlementaire découlant de la GBCP, la construction du budget 2021 s'effectue en matière de recettes par l'analyse :

³ Son article 58 relative à la comptabilité budgétaire, notamment, indique que : « La comptabilité budgétaire retrace l'ouverture et la consommation des autorisations d'engager et de payer, ainsi que l'enregistrement des recettes autorisées. Elle permet de rendre compte de l'utilisation des crédits et, le cas échéant, des emplois mis à la disposition des ordonnateurs, conformément à la spécialisation de ces crédits et de ces emplois. ». Son article 175 le complète ainsi : « Le budget comprend : Les autorisations budgétaires constituées des autorisations d'emplois, des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des prévisions de recettes de l'exercice ainsi que du solde budgétaire en résultant... »

⁴ L'article 205 relatif à la comptabilisation des recettes budgétaires dispose que « les recettes sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles sont encaissées »

⁵ L'article 180 du décret précité dispose : « Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pendant l'exercice, les paiements afférents pouvant intervenir les années ultérieures. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'exercice ».

- ✓ des prévisions d'encaissements, qui peuvent porter sur des recettes d'investissement ou de fonctionnement, y compris sur des créances antérieures à l'exercice ;
- ✓ de la nature, globalisée ou fléchée, des recettes : les recettes fléchées correspondent aux opérations pour lesquelles le financement est dédié à des actions spécifiques, comme, principalement, les contrats de recherche et certains financements de mécénat mais aussi les opérations du CPER.

Pour 2022, le montant total des recettes budgétaires est estimé à 129,2 M€, soit un montant très proche de celui prévu au budget 2021 (+661 K€) mais nettement supérieur à celui figurant au compte financier 2020 (+5,8 M€). Cette hypothèse s'éloigne du montant initialement inscrit dans la lettre d'orientation budgétaire (LOB) 2022 de juillet dernier, dans la mesure où les prévisions tant des recettes globalisées (+3,2 M€) que celles fléchées (+2 M€) ont été nettement augmentées pour les raisons ci-dessous détaillées.

| | Budget initial 2021 | Budget initial 2022 | Ecart BI2021 / BI2022 |
|-------------------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|
| TOTAL GENERAL | 128 516 620 | 129 177 624 | 661 004 |
| Recettes globalisées | 99 871 847 | 104 585 386 | 4 713 539 |
| SCSP | 88 643 795 | 91 204 582 | 2 560 787 |
| Autres financements de l'Etat | 22 500 | 22 500 | 0 |
| Fiscalité affectée | 130 000 | 130 000 | 0 |
| Autres financements publics | 4 598 390 | 4 858 390 | 260 000 |
| Recettes propres | 6 477 162 | 8 369 914 | 1 892 752 |
| Recettes fléchées * | 28 644 773 | 24 592 238 | -4 052 535 |
| Financements de l'Etat fléchés | 6 000 000 | 1 667 860 | -4 332 140 |
| Autres financements publics fléchés | 18 899 290 | 20 366 171 | 1 466 881 |
| Recettes propres fléchées | 3 745 483 | 2 558 207 | -1 187 276 |

A- Les recettes globalisées

Indépendamment de la SCSP dont le détail est indiqué ci-après, les recettes globalisées sont ainsi constituées :

- ✓ des autres financements de l'État (Cf. subvention DGESCO), maintenues à 22 K€ et de la fiscalité affectée (CVEC⁶ pour 130 K€) ;
- ✓ des autres financements publics pour un montant total de 4,9 M€, soit une légère augmentation de 260 K€ par rapport au budget 2021 en raison de prévisions affinées et fiabilisées au regard de la gestion 2020 et 2021 : outre les 2,2 M€ de reversement PSL au titre des contrats doctoraux et les 660 K€ de remboursement des autres établissements pour les CDSN des autres écoles normales et de l'École polytechnique, on notera 1 M€ de préciput ANR et 450 K€ de la part fonctionnement du CNRS ainsi que le reversement de PSL au titre de la mise à disposition du site Jourdan à PSL (113 K€) auxquelles s'ajoutent diverses contributions (INSERM, ABES, participation concours d'agrégation....), y compris PSL (projet IDÉES);
- ✓ des recettes propres pour 8,4 M€ : nous prévoyons le retour de nos activités à leur niveau de 2019, soit une nette augmentation (+1,5 M€) par rapport aux gestions 2020 et 2021 notamment au titre des recettes d'hébergement (2,1 M€ soit +280 K€) et de restauration (790 K€ soit +190 K€), des frais de gestion sur les contrats de recherche (1,4 M€ soit +406 K€) et des prestations de laboratoire (1 M€ soit +515 K€).

⁶ Contribution de Vie Étudiante et de Campus

| | Budget initial 2021 | Budget initial 2022 | Ecart |
|---|------------------------|------------------------|------------------|
| Recettes globalisées | 99 871 847 | 104 585 386 | 4 713 539 |
| SCSP | 88 643 795 | 91 204 582 | 2 560 787 |
| Autres financements de l'État | 22 500 | 22 500 | 0 |
| Fiscalité affecté | 130 000 | 130 000 | 0 |
| Préciput ANR | 950 000 | 1 050 000 | 100 000 |
| Part F CNRS | 550 000 | 441 000 | -109 000 |
| Reversement INSERM | 200 000 | 80 000 | -120 000 |
| Contrats doctoraux normaliens et polytechniciens | 627 000 | 659 500 | 32 500 |
| Contrats doctoraux PSL | 2 045 400 | 2 153 400 | 108 000 |
| PSL - Location Bâtiments Jourdan et travaux LOGOS | 113 990 | 113 990 | 0 |
| PSL_projet IDEES | | 265 000 | 265 000 |
| Autres | 112 000 | 95 500 | -16 500 |
| Sous-total Autres financements publics | 4 598 390 | 4 858 390 | 260 000 |
| Hébergement | 1 820 000 | 2 100 000 | 280 000 |
| Restauration | 600 000 | 790 000 | 190 000 |
| Prestations de laboratoires | 550 000 | 1 065 000 | 515 000 |
| Frais de gestion | 960 000 | 1 395 000 | 435 000 |
| MàD Locaux hors PSL | 526 500 | 496 500 | -30 000 |
| Droits d'inscription | 500 000 | 500 000 | 0 |
| Mise à disposition de personnel | 122 280 | 122 280 | 0 |
| Remboursement TVA CPER | 100 000 | 325 000 | 225 000 |
| Éditions | 90 000 | 120 000 | 30 000 |
| Taxe d'apprentissage | 60 000 | 50 000 | -10 000 |
| Subventions bourses AMIE/ERASMUS | 188 000 | 196 642 | 8 642 |
| Mécénat | 380 000 | 515 492 | 135 492 |
| Autres | 580 382 | 694 000 | 113 618 |
| Sous-total Recettes propres | 6 477 162 | 8 369 914 | 1 892 752 |

La subvention pour charges de service public (SCSP) :

Le tableau suivant donne le détail de la prévision de SCSP pour 2022, compte tenu des éléments connus à ce jour.

| NOTIFICATION ANNUELLE SCSP - BUDGET 2022 | Budget initial 2021 | Budget initial 2022 | Variation |
|--|--------------------------------|--------------------------------|------------------|
| Crédits de fonctionnement | 12 294 940 | 12 870 403 | 575 463 |
| Crédits Transfert des contrats doctoraux ENS (CDSN) | 11 208 792 | 11 753 092 | 544 300 |
| Crédits Masse salariale (plafond État) | 65 140 063 | 66 581 087 | 1 441 024 |
| Total SCSP inscrite au budget | 88 643 795 | 91 204 582 | 2 560 787 |

La SCSP inscrite pour 2022 à hauteur de 91,2 M€ présente une augmentation de 2,6 M€ par rapport à celle de l'année dernière. Ce montant tient compte de la pré-notification des crédits contenant des mesures PPCR, LPR ainsi que les remboursements attendus par le ministère pour les agents mis à disposition. Contrairement à 2021, les recettes liées aux coûts de prolongation des contrats, suite à la Covid y sont intégrées (pour 217 K€).

En outre des nouvelles dotations y figurent :

- ✓ en fonctionnement (pour 575 K€) : pour 370 K€ alloués au titre du fonctionnement des laboratoires et de la dotation au démarrage des jeunes chercheurs ainsi que 200 K€ au titre des moyens soclés alloués au titre de la réussite étudiante ;
- ✓ en masse salariale (pour près de 2 M€) : diverses mesures découlant de la LPR, aussi bien au bénéfice des enseignants-chercheurs que des agents ITRF (pour 406 K€), l'estimation de l'impact financier (montant

cumulé de plus de 600 K€) de la revalorisation des contrats doctoraux⁷, y compris dans le cadre des financements CDSN, dispositif EAP/mesures bas salaires (244 K€), prolongation des contrats doctoraux en raison de la crise COVID (217 K€), auxquels s’ajoutent la participation des employeurs publics à la protection sociale complémentaire (249 K€) et la contribution égalité des chances au titre des quotas de boursiers (solde de 66 K€).

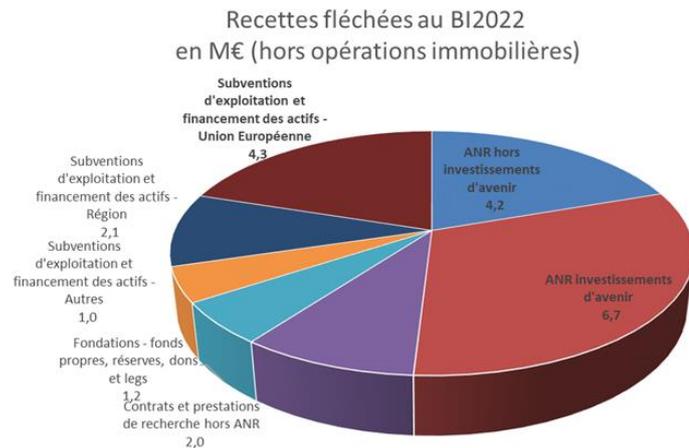
On précisera que ni la pré-notification pour 2022, ni des réponses formelles de la DESGIP aux sollicitations de l’ENS n’ont permis d’arrêter formellement le montant pluriannuel du complément de SCSP au titre des financements des contrats doctoraux (dont les CDSN) de l’ENS.

B- Les recettes fléchées

Même augmentées de +2 M€ par rapport aux hypothèses de la LOB 2022, les prévisions de recettes fléchées sont en forte diminution (-4,1 M€) par rapport au BI 2021, et restent supérieures de 2,2 M€ à l’exécution constatée à la fin 2020.

Ces variations entre les budgets initiaux s’expliquent en particulier par les financements issus du CPER : ces recettes, prévues en LOB pour 1,5 M€ ont été finalement inscrites pour 3 M€ en 2022 (à proportion des dépenses), alors qu’elles figuraient en 2021 pour 7,5 M€.

A l’issue d’un travail de recensement des contrats en cours effectué par le Service Partenariat de la Recherche, apparaît un montant de recettes au titre des contrats de recherche pour 21,6 M€, montant très proche de celui figurant au budget initial 2021 (+447 K€) ou à la LOB 2022 (-500 K€). Pour mémoire, ces recettes fléchées sont évaluées au regard des contrats déjà obtenus mais aussi ceux à venir sur 2022. En l’état, elles représentaient 195 contrats, dont près de 87 installés à partir de l’année 2021 représentaient un montant cumulé de 5 M€. Les plus importants sont ceux liés au DIM Respire-IdF (1,5 M€), à l’Equipex-NMR (1,3 M€) aux LABEX MEMOLIFE, FRONTCOG et ICFP (respectivement 900 K€, 850 K€ et 767 K€) à l’EUR Translitterae (800 K€).



2.1.2.2. Tableau détaillé des dépenses budgétaires

L’analyse des dépenses démontre une hausse significative des engagements (+10,1 M€ d’AE) et une stabilité des dépenses de l’École puisque la prévision en CP 2022, toutes enveloppes confondues, n’est supérieure à celle du BI 2021 que de 478 K€. Cela même si elle est très nettement supérieure (+17,2 M€) à celle constatée à la clôture 2020, dont les résultats furent fortement impactés par la crise sanitaire.

La hausse des engagements de 10,1 M€ en AE se répartie entre +5,6 M€ sur les crédits globalisés, et +4,6 M€ sur les crédits fléchés. Elle traduit une hausse du niveau des crédits répartis au cours de la campagne de moyens 2022, tant en personnel (+1,5 M€) sur la politique ressources humaines, qu’en fonctionnement (+2,0 M€) et en investissement (+2,1 M€) sur le montant des crédits attribués ou au choix des projets immobiliers retenus. Il convient cependant de rappeler que nous avons dans le même temps une hausse des recettes globalisées de 4,7 M€.

L’augmentation des AE sur les crédits fléchés concerne le personnel pour +1,5 M€ et l’investissement pour +3,2 M€.

La faible variation des CP associée à l’augmentation des AE s’explique majoritairement par la diminution importante des CP au titre du CPER (-6,1 M€), et dans une moindre mesure la budgétisation en AE≠CP, qui vient annuler l’augmentation des CP issus de l’évolution des AE.

⁷ En l’état pour la seule cohorte 2021 : arrêté du 11 octobre 2021 modifiant l’arrêté du 29 août 2016 fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel

Vous trouverez ci-dessous les variations de dépenses au sein des différentes enveloppes, en autorisations d'engagement comme en crédits de paiement, y compris au regard de l'origine des financements de ces dépenses.

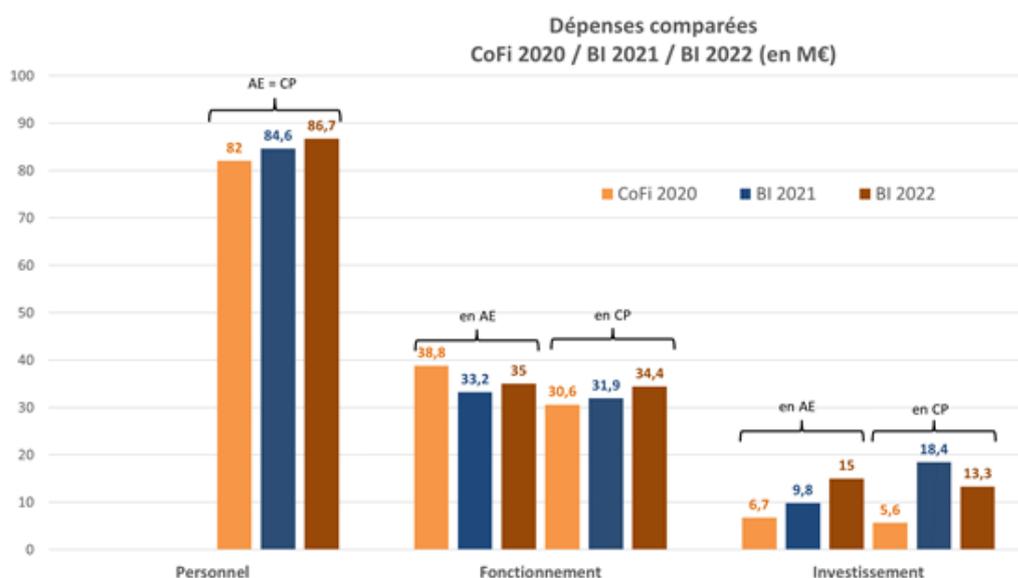
Les AE et CP globalisées sont respectivement de :

- ✓ en personnel : 75 M€ soit + 1,5 M€ par rapport au BI 2021 et +4,6 M€ par rapport au compte financier 2020 ;
- ✓ en fonctionnement : 27,5 M€ d'AE et 26,8 M€ de CP, soit une variation +2 M€ par rapport au BI2021 ;
- ✓ en investissement : 6,7 M€ d'AE et 6,1 M€ de CP, soit respectivement +2,1 M€ et +1,4 M€ par rapport au BI2021.

Sur crédits fléchés, les AE et CP sont de :

- ✓ en personnel : 12,2 M€ soit +1,5 M€ par rapport à la prévision 2021 et +1,1 M€ par rapport à la clôture 2020
- ✓ en fonctionnement : 7,6 M€ d'AE et 7,5 M€ de CP soit un niveau quasi stable par rapport au BI2021 (-150 K€ et +388K€) mais en progression par rapport à la gestion 2020 (respectivement +1,5 M€ et +1,8 M€)
- ✓ en investissement : 8,3 M€ d'AE et 7,2 M€ de CP, dont 1,7 M€ d'AE et 3,1 M€ de CP pour le CPER en forte diminution (-6,1 M€) par rapport au BI2021

Le détail des arbitrages est fourni en annexe, pour la Direction, les Lettres, les Sciences, et la Direction générale des services.



A- Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, portées pour 2022 à 87,7 M€, augmentent de +3,1 M€ par rapport au BI 2021 et de +5,7 M€ par rapport au compte financier 2020. Ces dépenses représentent 64 % des dépenses de l'établissement et 71 % des dépenses hors investissement.

Les dépenses de personnels globalisés représentent 86% des dépenses de personnels. Toutefois, la hausse constatée de 3,1 M€ en 2022 par rapport au BI 2021 se répartit à parts égales entre les crédits globalisés et les crédits fléchés, preuve du dynamisme des recrutements prévus sur les contrats de recherche.

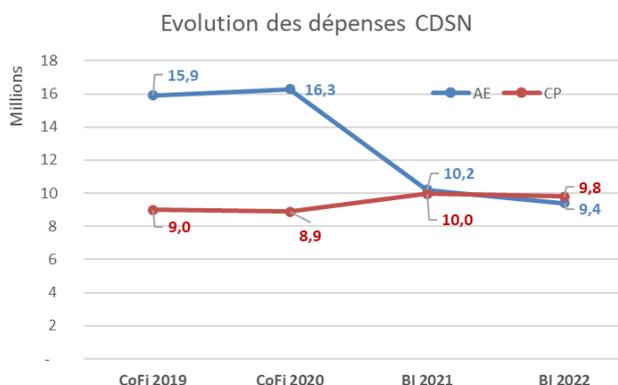
La prévision de 75,4 M€ sur le périmètre globalisé, basée sur la projection 2022 de notre masse salariale 2021, prend en compte le coût des arbitrages (2,3 M€), l'ensemble des mesures LPR visant la revalorisation des carrières et des régimes indemnitaires (300 K€), la revalorisation des contrats doctoraux (plus de 600 K€), le GVT (200 K€), la protection sociale complémentaire (250 K€), la hausse des grilles suite à l'augmentation du SMIC (244 K€), ainsi que l'ensemble des mesures relatives à l'accompagnement et à la gestion RH développées dans les paragraphes 1.5.3 à 1.5.5 et notamment l'enveloppe CDD pour compensation de congés maternité (50 K€).

La prévision de 12,2 M€ sur le périmètre fléché se fonde, quant à elle, sur l'évolution des contrats et les besoins exprimés par les porteurs de projets.

B- Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement représentent un montant de 35 M€ en AE et 34,4 M€ en CP, soit une augmentation de +1,8 M€ en AE et +2,5 M€ en CP : ces dépenses sont principalement portées sur des crédits globalisés (à 78%) qui constituent l'essentiel de l'augmentation par rapport à la gestion 2021. Il est cependant probable que ces crédits fléchés évolueront sans doute lors des prochains budgets rectificatifs.

Les dépenses découlant de la gestion des CDSN⁸ sont désormais bien intégrées dans le processus de fonctionnement de l'établissement. Ceci a permis de progressivement lisser les impacts financiers de cette gestion, tant en AE qu'en CP, et dès lors de fiabiliser ces prévisions, comme le démontre le graphique ci-contre. Elles aboutissent ainsi à une prévision très proche, en AE comme en CP, respectivement, de 9,4 M€ et 9,8 M€, laissant un écart faible entre AE et CP de 400 K€ en 2022 alors qu'aux comptes financiers 2019 et 2020 l'écart était de 7 M€. Cependant les incertitudes relatives à la compensation ministérielle sur la SCSP de la revalorisation de la rémunération des contrats (cf. § 2-1-1-1) contribuent à retarder la signature des conventions relatives à la cohorte 2021 et dès lors jouer sur la fin de l'exécution 2021 et mécaniquement sur la prévision 2022 : cette prévision sera donc à ajuster à l'issue du compte financier 2021.



Alors que les dépenses de fonctionnement sur contrats de recherche (7,5 M€) restent quasi stables par rapport au BI 2021 en AE comme en CP (cf. supra), les dépenses de fonctionnement sur crédits globalisés, une fois neutralisées les dépenses CDSN, connaissent, elles, une augmentation significative en AE (+2,8 M€) comme en CP (+2,3 M€), pour atteindre un montant de 18,1 M€ en AE et 17 M€ en CP.

Cette augmentation de 18% concerne l'ensemble des secteurs de l'établissement, comme le montre le tableau suivant :

| | Augmentation dépenses de fonctionnement au BI 2022 par rapport au BI 2021 | |
|--------------|---|----------------|
| | en montant | en pourcentage |
| DIRECTEUR | 388 880 | 18% |
| LETTRES | 74 100 | 15% |
| SCIENCES | 468 092 | 20% |
| DGS | 1 448 860 | 14% |
| Total | 2 379 932 | 18% |

Concernant la hausse du budget des services, qui est la plus importante en volume à 1,4 M€, elle comprend une hausse des coûts fixes de plus d'1 M€ :

- ✓ 280 K€ pour le restaurant en prévision d'un retour à une activité normale,
- ✓ 273 K€ pour le CoST en raison de la hausse du coût des concours (108 K€), des factures des années antérieures non parvenues (90 K€) ou du reversement de la CVEC (75 K€ non budgété au BI 2021)
- ✓ 250 K€ pour le Patrimoine de travaux de sécurité électrique en réponse à un audit général, de maintenance des postes de haute tension, et des travaux de sécurisation et d'accessibilité sur les postes élévateurs
- ✓ 150 K€ pour la logistique afin de couvrir le coût des marchés
- ✓ 100 K€ pour le SRH pour couvrir l'augmentation des allocations d'aire au retour à l'emploi.

⁸ CDSN : contrats doctoraux spécifiques normaliens

500 K€ ont été attribués pour des actions spécifiques pour deux services, grâce à 100 K€ d'économies réalisées par ailleurs : 265 K€ au SRH pour une augmentation des actions de formation, d'accompagnement et l'attribution d'apprentis (+110 K€) et le renforcement des actions sociales (+155 K€) ; 242 K€ au CRI pour couvrir le coût de la hausse des Licences, l'achat des nouveaux logiciels (Pégase, SIFAC, Moodle, Hélisa, gestion des populations, ...) et le paiement des prestations (+170 K€), ainsi que le coût de l'augmentation du débit internet pour le campus Foljuif (+70 K€)

C- Les dépenses d'investissement

Les dépenses prévisionnelles d'investissement connaissent un niveau élevé en 2022, à hauteur de 15 M€ en AE et 13,3 M€ en CP. Elles sont en forte augmentation par rapport au compte financier 2020 (+8,3 M€ en AE et +7,7 M€ en CP) mais elles connaissent une évolution divergente par rapport au budget initial 2021 : +5,2 M€ en AE mais -5,1 M€ en CP en raison de la forte réduction des décaissements liés aux besoins des différentes phases de travaux du CPER (-6,1 M€).

Les crédits globalisés dédiés à l'investissement sont importants : 6,7 M€ en AE et 6,1 M€ en CP, soit une augmentation respective de +2,1 M€ et +1,4 M€ par rapport au budget initial 2021. Cette augmentation concerne en premier lieu les projets immobiliers de l'école pour 1,1 M€.

Le montant total des opérations immobilières en cours s'élève à 44,2 M€ (dont plus de 35 M€ pour le CPER), en diminution de -5,7 M€ par rapport au BI 2021, en raison d'une évolution à la baisse du nombre d'opérations, en dépit de l'inscription de quatre nouvelles opérations (sécurisation CRI, rénovation PC sécurité, rénovation pour une équipe de l'IBENS, aménagement chambre étudiante pour personne à mobilité réduite). Deux catégories concentrent les plus fortes variations : le gros entretien renouvellement (GER) est composée de sept opérations et diminue de -3 M€ en raison d'une baisse de huit opérations (cinq achevées en 2021 et une reportée) ; la réhabilitation, quant à elle, est composée de cinq opérations et diminue de 2,7 M€ en raison d'une baisse de sept opérations (quatre opérations achevées et trois reportées). La catégorie hors SPSI diminue de -0,5 M€ en raison de l'achèvement de trois opérations.

Les catégories d'opérations figurent dans le tableau 9 de la liasse budgétaire, ainsi que le détail par projet immobilier dans le tableau détaillé des opérations immobilières joint à la présente note (cf. annexe 5).

De plus, cette augmentation bénéficie aux projets portés par les services pour 564 K€, avec trois priorités :

- ✓ L'équipement informatique pour 419 K€, dont 240 K€ pour l'équipement du nouveau Datacenter, +80 K€ pour l'achat de Firewall, 54 k€ pour l'achat de copieurs et 45 K€ pour l'achat d'un nouveau logiciel d'hébergement
- ✓ Le renforcement du programme de maintenance du campus Panthéon : +110 K€, soit un budget de 445 K€ afin de pouvoir mener une partie des opérations prioritaires relatives au renforcement du niveau de sécurité électrique et de climatisation des trois locaux serveurs (45 et 29 rue d'Ulm), au remplacement de centrales de traitement d'air et curage de réseau du 46 rue d'Ulm, ou de rénovation des circulations des internats sur les 6 étages de l'annexe.
- ✓ L'acquisition de matériel audio/vidéo pour +72 K€.

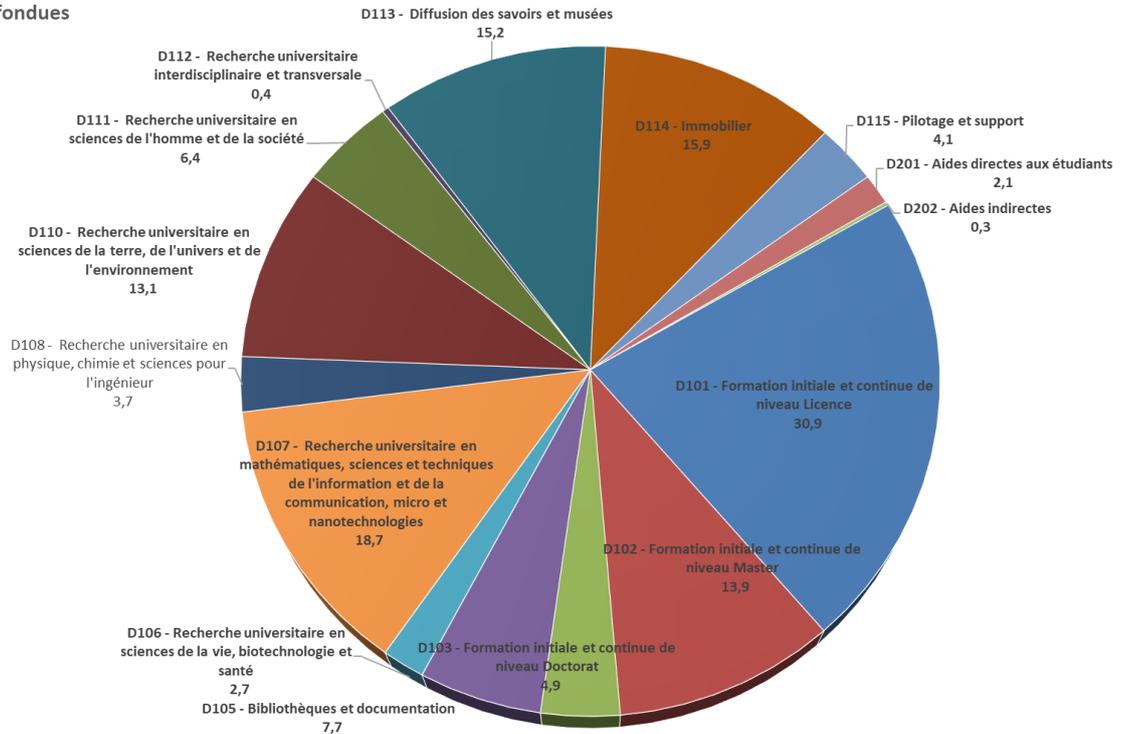
Les dépenses d'investissement fléchées restent importantes : celles financées par le CPER sont de 1,7 M€ en AE et 3 M€ en CP pour le grand hall et le local serveur. Celles financées sur contrats de recherche sont respectivement de 6,6 M€ et 4,2 M€, traduisant une forte augmentation en AE (+2,9 M€ par rapport au BI 2021), liée aux projets d'équipements scientifiques : 3,5 M€ nécessaire à l'acquisition d'un équipement de RMN (résonance magnétique nucléaire) dans le cadre d'un financement EQUIPEX+ et CPER Recherche, ainsi que d'autres investissements prévus pour 2022, notamment au titre du DIM Respire (500 K€ en AE), ERC Hiscore (220 K€), Labex ICFP (184 K€), Morphoscope (163 K€)...

2.1.3. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

A. Les dépenses par destination

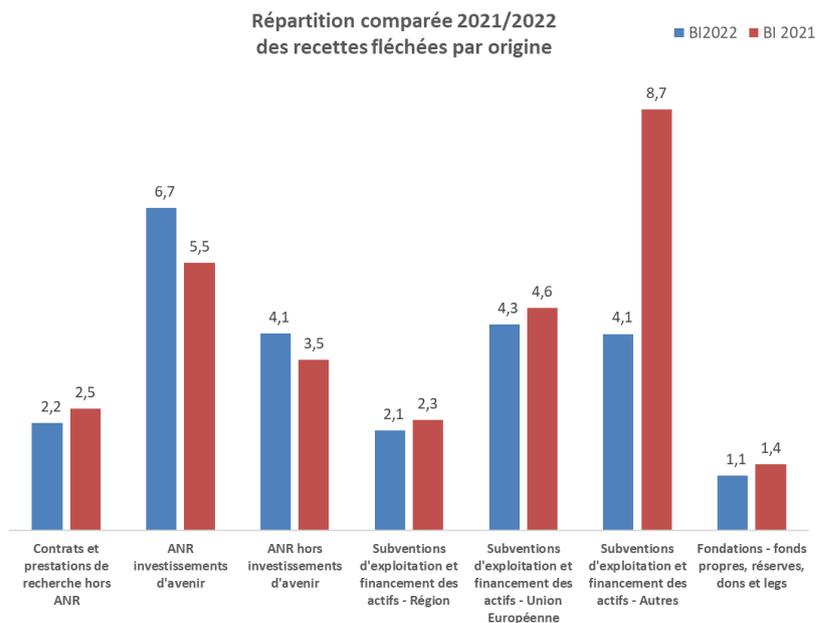
Se poursuit en 2021 la répartition de la masse salariale par action LOLF en fonction de l'exécuté 2018 telle qu'arrêtée par le pôle pilotage et le service des ressources humaines. Pour en faciliter la lecture, le graphique ci-dessous, en retrace le détail pour les seuls AE. Compte tenu du poids mécanique de certaines destinations (immobilier, formation...), l'analyse plus fine de ces données, et notamment leur évolution, reste difficile à mener, d'autant plus qu'un travail de fiabilisation de la saisie de ces informations par les gestionnaires doit être mené à l'occasion du passage dans SIFAC.

Répartition par destination des prévisions d'AE (en M€) toutes enveloppes confondues



B. Les recettes par origine

Les principales variations des recettes ont été expliquées de façon détaillée plus haut par nature de recettes (SCSP, autres financements, recettes propres...). Au regard de la nature particulière des recettes fléchées, un focus est effectué dans le graphique ci-contre en détaillant par origine les financements attendus. Il est précisé que certaines fluctuations prévisionnelles ont été précédemment données, notamment : la réduction entre 2021 et 2022 des financements CPER figurant parmi les financements d'actifs- Autres et au contraire l'augmentation des financements ANR-Investissements d'avenir pour l'acquisition d'un équipement RMN...



| Recettes fléchées | Variation 2021/2022 | Variation en pourcentage |
|----------------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| Contrat et prestation recherche | - 299 498 | -12% |
| ANR Investissement d'avenir | 1 142 578 | 21% |
| ANR hors Investissement d'avenir | 543 878 | 15% |
| Région | - 217 002 | -9% |
| Union européenne | - 333 950 | -7% |
| Autres subventions (dont CPER) | - 4 657 784 | -53% |
| Fondation | - 230 757 | -17% |
| Total recettes fléchées | - 4 052 535 | -14% |

2.2. Équilibre financier

2.2.1. Solde budgétaire et équilibre financier

Compte tenu des prévisions de recettes et de dépenses, le solde budgétaire est déficitaire à hauteur de 6,18 M€ (contre -6,36 M€ au budget initial 2021, soit une légère amélioration par rapport à la prévision initiale 2021). Ce déficit se répartit en -2,4 M€ pour les opérations fléchées et -3,8 M€ pour les opérations globalisées, soit des montants assez proches de ceux prévus au début de l'année 2021 (respectivement -2,9 M€ et -3,5 M€) mais dans une trajectoire assez divergente (puisque le déficit fléché s'améliore de +500 K€ alors que celui globalisé se dégrade de -316 K€).

Le déficit globalisé provient principalement des actions d'équipement, de rénovation et de travaux sur le patrimoine immobilier de l'établissement, dont on rappellera le niveau d'investissement à hauteur de 6,1 M€ pour 2022.

Compte tenu de l'absence d'impact prévisionnel des opérations pour comptes de tiers sur la trésorerie (détaillées ci-dessous), le prélèvement en trésorerie est équivalent au solde budgétaire précité, soit -6,36 M€ (cf. tableau n°4).

2.2.2. Opérations pour comptes de tiers

Les opérations pour comptes de tiers ne donnent lieu à aucune inscription budgétaire mais figurent dans un tableau dédié (tableau n°5).

Ainsi dans la continuité des travaux initiés en cours d'année 2020, certains financements, dédiés à la recherche et dont l'École assure la coordination ont été suivis en comptes de tiers : il s'agissait d'une recette de l'Union européenne et des reversements à proportion aux différents partenaires, ceci, d'une part, pour 250 K€ au titre du projet I-Brain ; d'autre part, pour 3,76 M€ au titre du projet HiSCORE. Ces versements ayant été effectués en 2021, aucune nouvelle opération n'est à ce jour prévue au cours de la gestion 2022.

En conséquence, la seule opération de transfert effectuée pour le compte d'autres établissements se limite en 2022 au paiement des factures d'électricité et à leur remboursement par le CNRS dans le cadre de l'opération ECOTRON : par hypothèse, elle est maintenue à hauteur des montants prévus pour 2021, soit 111 K€ encaissés et décaissés sur la même année.

A cela s'ajoute la gestion de la TVA collectée et de celle déductible, dont les montants ont été repris pour 2022 sur les bases de la gestion 2021 dans l'attente de sa clôture à hauteur de 2,3 M€.

2.3. Éléments d'analyse de la soutenabilité pour 2022

2.3.1. Situation patrimoniale prévisionnelle

Les charges et les produits de l'établissement ont été évalués à respectivement à 130,7 M€ et 131,3 M€ conduisant à un excédent de 560 K€.

A. Les charges prévisionnelles pour 2022

Les charges de personnel et de fonctionnement ont été établies sur la base des prévisions de CP, les charges à payer de l'établissement décomptées par l'établissement ayant été jusqu'à présents limitées, sinon très conjoncturelles.

Les charges de personnel sont ainsi évaluées à 86,4 M€ : elles correspondent au montant des dépenses budgétaires de personnel auquel a été soustraite forfaitairement l'évaluation des charges de fonctionnement liées à ces dépenses de personnel (versement de transport et cotisation FNAL). Elle connaît une variation proche de celle présentée en matière de crédits budgétaires : +3,4 M€.

Les charges de fonctionnement ont été estimées également sur la base des dépenses de fonctionnement, corrigées forfaitairement des charges de fonctionnement liées aux crédits de personnel, comme indiqué ci-dessus. Elles ont été ainsi évaluées à hauteur de 35,7 M€, soit une variation de +2,5 M€ par rapport à celles figurant au budget initial 2021.

Les opérations d'inventaire, dans l'attente des travaux à effectuer en 2021 et au regard des changements de méthode mis en œuvre en 2020, rendent complexe toute prévision à intégrer pour la gestion 2022, notamment pour ce qui concerne la charge à payer au titre des CDSN. Par ailleurs les autres opérations d'inventaire (afférentes aux stocks, dotation aux provisions, passifs sociaux), comptabilisées jusqu'alors, ne connaissent pas de variations suffisamment importantes pour être intégrées dans les prévisions du budget initial 2022.

Concernant les dotations aux amortissements, les réserves des commissaires aux comptes sur le suivi de l'actif devraient être progressivement levées au vu de la mise en place d'un nouveau logiciel de suivi de l'actif (Neptune) devant permettre d'améliorer le rattachement des financements à des immobilisations : ceci a conduit à ajuster la prévision des amortissements à hauteur d'un montant proche (et légèrement) supérieur (+304 K€) à celui constaté en 2020, soit 8,7 M€. Ces prévisions pourront être affinées lors de prochains budgets rectificatifs, à l'issue de la clôture 2021.

B. Les produits prévisionnels pour 2022

La rubrique « subvention de l'État », faisant apparaître un montant prévisionnel de 91,4 M€, intègre principalement les recettes prévisionnelles au titre de la SCSP mais aussi, à la marge, d'autres recettes d'État, globalisées ou fléchées, ce qui explique le faible écart (+ 176 K€) avec la SCSP indiqué au tableau des autorisations budgétaires.

Les autres recettes budgétaires de l'établissement ont été réparties entre les différentes rubriques en fonction de la nomenclature comptable (33,2 M€).

S'agissant des ressources fléchées, les produits sont comptabilisés à hauteur des charges, conformément à la méthode retenue en lien avec les commissaires aux comptes⁹, soit 21,6 M€.

Hors subvention de l'Etat, la variation des produits prévisionnels est de +4 M€ par rapport à la prévision 2021, au titre des autres produits.

S'agissant des quotes-parts de financements de l'actif et reprises sur amortissements, par symétrie avec la dotation aux amortissements, leur montant a été ajusté au regard des financements attendus pour être ainsi porté à 6,7 M€ (-550 K€ par rapport au BI 2021 mais +2,4 M€ par rapport au compte financier 2020). Ces montants pourront être

⁹ Il est précisé que les modalités d'établissement de la prévision 2022 ont marginalement évolué au regard de la règle appliquée en 2021. En effet la méthode d'évaluation des produits de l'établissement appliquée en 2020 à la demande des CAC à l'ensemble des produits (subventions, contrats industriels, dons et mécénat), répondant à la norme comptable n°19 des contrats à long terme, a été appliquée pour 2022, non seulement aux recettes fléchées mais aussi à celles plus marginales, de mécénat et d'autres contrats, figurant budgétairement cette fois-ci parmi les recettes globalisées. Cela, pour un montant cumulé en produits de 638 K€. Ceci a pour but d'affiner la prévision annuelle des données comptables.

revus à l'issue de la clôture 2021, lors des prochains budgets rectificatifs ce qui permettra de mesurer la qualité de suivi de l'actif et les impacts comptables générés.

C. Le résultat comptable prévisionnel et capacité d'autofinancement (CAF) pour 2022

La différence entre les charges et les produits prévisionnels de l'exercice 2022 conduit à constater un excédent comptable de 560 K€, proche de celui prévu au BR3/2021 (+294 K€). On soulignera que le résultat prévisionnel au BI 2021 était déficitaire de plus d'1 M€, en raison d'un niveau de dépenses élevées alors que les recettes, notamment celles issues de l'activité de l'établissement (frais de gestion, hébergement, restauration...) étaient, elles, directement touchées par la crise sanitaire. Ce n'est pas le cas dans les hypothèses retenues pour 2022. Pour mémoire ce résultat légèrement positif est à rapprocher de l'excédent important d'1,2 M€ constaté à la clôture 2020, en raison à la fois d'éléments très conjoncturels (SCSP en augmentation et réduction de certaines charges de fluides) et d'autres plus structurels (charge annuelle liée aux CDSN, détermination de la dotation aux amortissements et quote-part...).

Le résultat comptable, une fois neutralisé les opérations d'ordre relatives aux dotations aux amortissements et quote-part des subventions d'investissements perçus, conduit à calculer une capacité d'autofinancement (CAF)¹⁰ de l'établissement à hauteur de 2,6 M€. Celle-ci est en augmentation de +801 K€ par rapport au BI2021, principalement en raison d'une nette amélioration du résultat comptable (+ 1,6 M€), partiellement corrigée par la nouvelle estimation des amortissements et quote-part (-800 K€). Ce niveau de CAF prévisionnelle reste nettement inférieur à celui constaté à la clôture 2020 (5,2 M€), qui s'expliquait, ici encore, par un résultat comptable nettement positif (+1,2 M€), mais surtout par un différentiel plus important entre dotations aux amortissements et quotes-parts sur amortissements (4 M€).

D. Tableau de financement de l'investissement pour 2022

En matière d'investissement, les ressources prévisionnelles de l'établissement, outre la capacité d'autofinancement précité de 2,6 M€, sont, d'une part, les recettes attendues au titre du CPER pour 3 M€ (réparties équitablement entre l'État et les autres financeurs), d'autre part, de façon symétrique à la méthode précitée appliquée pour les financements sur contrats, l'évaluation des ressources d'investissements à hauteur des dépenses estimées, soit 4,2 M€. Ceci conduit à un total de ressources (hors CAF) en nette diminution par rapport au budget initial 2021 (- 6,4 M€), où figuraient notamment des financements CPER plus importants (pour 7,5 M€).

Le niveau des dépenses d'investissement a été prévu à hauteur des décaissements envisagés pour 2022, soit 13,3 M€, ce qui représente une baisse significative de -5 M€ par rapport au budget initial 2021, pour les raisons indiqués plus haut (cf. C- §2.1.2.2).

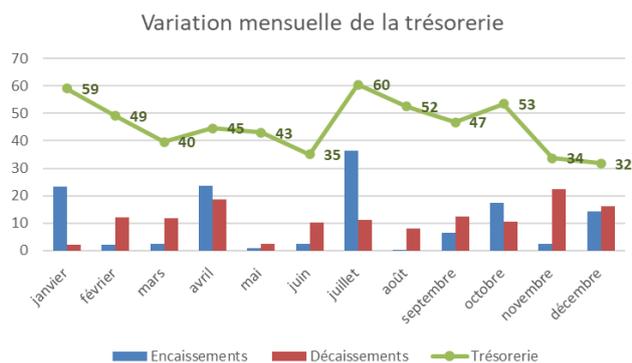
La différence entre ces emplois et ces ressources oblige à un prélèvement sur le fonds de roulement de l'établissement pour 3,6 M€, soit un montant équivalent à celui figurant au BR3/2021 et très proche de celui prévu au BI 2021 (-491 K€). Ce niveau de prélèvement reste cependant nettement supérieur à celui constaté au compte financier 2020, en raison d'un niveau d'investissement très important comparé à celui de la clôture 2020 (+7,5 M€).

¹⁰ Celle-ci représente la « capacité d'un organisme à dégager un flux de trésorerie à partir de son activité » (extrait de la circulaire annuelle relative à la gestion budgétaire et comptable publique).

2.3.2. Plan de trésorerie

Le plan de trésorerie a été programmé en conformité avec le calendrier prévisionnel des principaux financements ainsi que du rythme des décaissements programmés en matière d'opérations fléchées ou d'investissement. Il en va de même pour la programmation des opérations pour comptes de tiers (TVA et reversements à tiers).

Les principaux "points bas" de trésorerie devraient se situer en juin et décembre 2022, respectivement à 35 M€ et 33 M€, représentant env. 100 de jours de fonctionnement réel. Le plan de trésorerie ne présente donc pas de risques de soutenabilité budgétaire pour l'établissement (le seuil, habituellement retenu, est fixé à 30 jours).



2.3.3. Tableau des opérations liées aux recettes fléchées et tableau des opérations pluriannuelles

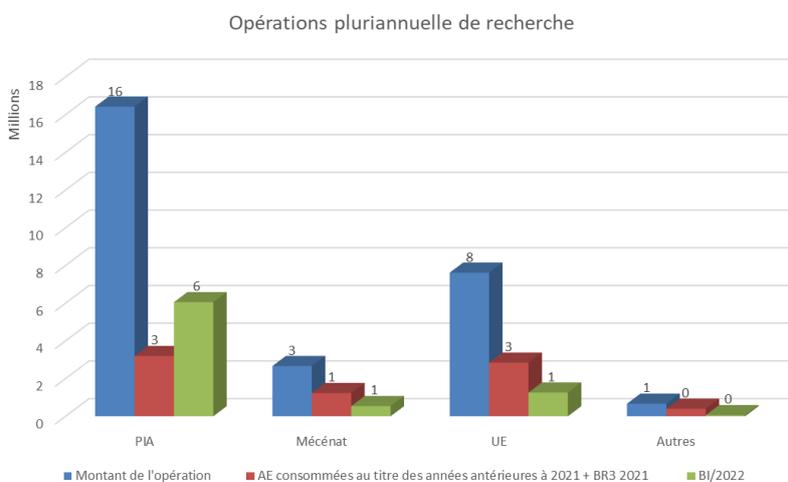
Le budget de l'École est caractérisé par un volume important d'opérations fléchées (27 M€ de CP et 24,6 M€ de recettes au BI2022), représentant près de 20 % de son budget annuel. Les critères d'éligibilité à cette catégorie d'opérations sont, d'une part, la nécessité de leur suivi de façon très fine, en recettes comme en dépenses, pouvant conduire à une justification détaillée auprès du financeur ; d'autre part, le caractère pluriannuel de leurs impacts financiers, pouvant avoir des impacts significatifs sur les principaux ratios financiers.

Pour autant toutes les opérations fléchées ne figurent pas dans les tableaux relatifs aux opérations pluriannuelles (tableaux 9 et 10) : un travail de retraitement dans les différents modèles règlementaires est nécessaire en l'état sans possibilité d'alimentation automatique par notre système d'information actuel. Ceci conduit à sélectionner une partie des opérations fléchées en privilégiant celles à enjeux, notamment financiers, pour en identifier les effets éventuels.

De façon traditionnelle, le suivi de ces opérations est assuré spécifiquement en lien avec les services porteurs (Patrimoine pour les opérations immobilières et Partenariat de la recherche pour les contrats de recherche). En matière immobilière, les projets sont regroupés en 5 grandes rubriques (Grands projets, GER, Réhabilitation, Internat et hors SPSI), figurant dans les tableaux budgétaires 9 et 10 relatifs aux opérations pluriannuelles. Mais en matière de recherche, parmi les centaines de contrats de recherche, suivis en ressources fléchées, seuls les financements LABEX et EQUIPEX étaient jusqu'alors retracés dans les tableaux budgétaires dédiés.

Aussi, au regard des besoins de pilotage soulignés et demandés par le rectorat, il a été considéré que le budget initial 2022 était l'occasion d'élargir le périmètre de suivi des contrats. En lien avec le service Partenariat de la Recherche (SPR), ont été sélectionnés 14 contrats répondant aux critères suivants : montant total du financement supérieur à 500 K€ pour un contrat devant se dérouler au-delà de 2022. Le cas échéant, le périmètre de ce suivi budgétaire sera élargi au fur et à mesure de la signature de

nouveaux contrats répondant aux critères précités. Ces financements sont répartis en fonction de leur origine, en 4 rubriques (PIA, mécénat, Union européenne, autres) et permettront de tracer l'exécution et la prévision



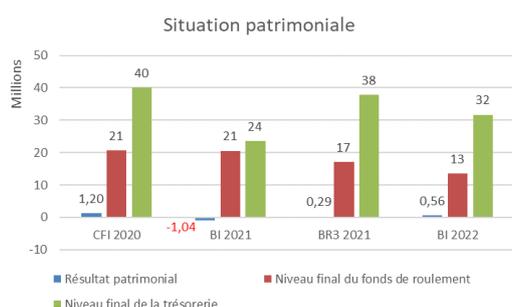
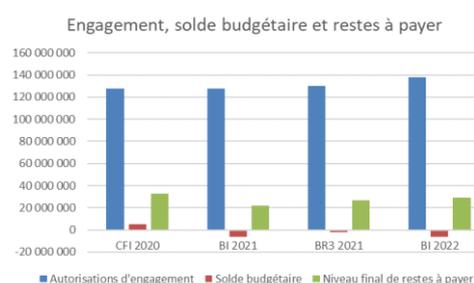
pluriannuelle de ces financements¹¹. Pour mémoire, ces financements représentent un montant cumulé de 27,4 M€, selon le détail indiqué ci-contre, représentant 7,6 M€ de crédits déjà consommés ou programmés en 2021 et 7,9 M€ de dépenses prévues au budget 2022, conduisant à un reste à engager prévisionnel à la fin de l'année 2022 de 11,8 M€, pour un reste à encaisser de plus de 14 M€.

Au regard de cette méthodologie renouvelée, visant à mieux identifier les impacts financiers des opérations fléchées et au moins des opérations pluriannuelles à enjeux, le tableau n°8 relatif aux recettes fléchées a été ajusté. Si les premières colonnes relatives à l'exécution antérieure à 2022 et au budget initial 2022 reflètent la réalité de l'ensemble des opérations fléchées de l'établissement, telles que présentées dans le tableau des autorisations budgétaires (n°2), les autres colonnes, celles relatives à la programmation à compter de 2023 et au-delà de 2025, sont, elles, limitées aux seules opérations pluriannuelles précitées. Faute d'informations complémentaires disponibles, notamment sur les prévisions des années à venir, seul l'échantillon significatif des 14 contrats de recherche précités, auquel s'ajoutent les opérations immobilières habituellement présentées, fait apparaître des prévisions de 2023 à 2025. Les autres opérations fléchées n'y figurent pas. Le périmètre de ces opérations pluriannuelles pourra être étoffé au fur à mesure de l'obtention de financements répondant auxdits critères. La bascule dans un nouvel outil de suivi (SIFAC) à compter de 2023 pourrait aussi faire évoluer le contenu de ces tableaux.

En l'état, ceci permet de dégager pour 2022 au titre des opérations fléchées un solde budgétaire prévisionnel négatif de -2,4 M€. Les soldes budgétaires ultérieurs qui y sont présentés sont ainsi, eux, limités aux opérations pluriannuelles précitées, faisant apparaître un solde budgétaire négatif de -6 M€ pour 2023 et -2,1 M€ au-delà de 2025 sur le même périmètre.

2.3.4. Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Le tableau de synthèse budgétaires et comptables appelle peu d'observations supplémentaires, sinon en faisant apparaître la trajectoire de l'établissement sur les principaux ratios. Il présente l'évolution de certaines données telles que figurant au BI2022 au regard des précédents documents budgétaires : un niveau d'engagement prévisionnel en augmentation (+10 M€ par rapport au BI2021 et au compte financier 2020), un solde budgétaire durablement négatif dans les prévisions annuelles (-6 M€ en 2021 comme en 2022 contre +5,2 M€ au compte financier 2020), un niveau de restes à payer maintenu à un niveau assez élevé (29 M€ au BI2022).



De même la situation patrimoniale reste stable comme le montre un excédent comptable limité, laissant à la fois un fonds de roulement et un niveau de trésorerie assez importants : au-delà d'une analyse trop « globale » de ces données, la part fléchée de ces données (notamment 21 M€ de trésorerie fléchée au BI2022), qui « gage » une partie des ressources durables de l'établissement, doit cependant conduire à une certaine prudence.

2.3.5. Tableau des moyens des unités mixtes de recherche :

Nous n'avons pas reçu d'informations budgétaires (montant et ETP) complémentaires concernant les unités de recherche venant des autres tutelles, en particulier du CNRS. Le tableau est donc identique à celui du budget précédent.

¹¹ Il est précisé que la méthodologie adoptée conduit à inscrire le montant total de la recette attendue, y compris les frais de gestion, dont l'utilisation et l'inscription est effectuée en tant que recette globalisée. Ces recettes et ces dépenses spécifiques, dès lors non fléchées, figureront donc bien dans les tableaux 9 et 10 mais figureront systématiquement, en prévision comme en exécution, en solde de l'opération lors de la dernière année de son exécution.

3. ANNEXES

Annexe 1 - Tableau des arbitrages budgétaires 2022

| ACTIVITÉ | UB 2022 | CR 2022 | LIBELLÉ 2022 | ARBITRAGES AE 2021 | ARBITRAGES AE 2022 | Variation 2022-2021 | |
|-------------------------------------|--|-------------------|--|-----------------------|-----------------------|------------------------|----------------|
| LETTRES - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE | ARTS | DEPT ARTS | DEPT HISTOIRE THEORIE DES ARTS - RECHERCHE | 32 000 | 40 500 | 8 500 | |
| | | | DEPT HISTOIRE THEORIE DES ARTS - ENSEIGNEMENT | 23 500 | 21 000 | -2 500 | |
| | | UMR 7172 THALIM | THEORIE, HIST DES ARTS, LITT. MODERN. DOTATION RECHERCHE | 7 000 | 7 500 | 500 | |
| | Total ARTS | | | 62 500 | 69 000 | 6500 | |
| | BIBL | BIBL SHS | BIBLIOTHEQUE SHS - DOCUMENTATION NUMERIQUE | 88 000 | 88 000 | 0 | |
| | | | BIBLIOTHEQUE SHS - RESEAU INFORMATISE ET MODERNISATION | 162 100 | 136 940 | -25 160 | |
| | | | BIBLIOTHEQUE SHS - ULM-JOURDAN | 762 000 | 867 000 | 105 000 | |
| | Total BIBLIOTHEQUE | | | 1 012 100 | 1 091 940 | 79 840 | |
| | DSA | DEPT DSA | DEPT ANTIQUITE - RECHERCHE | 16 000 | 20 000 | 4 000 | |
| | | | DEPT ANTIQUITE - ENSEIGNEMENT | 21 000 | 23 000 | 2 000 | |
| | | UMR 8230 CJP | CENTRE J.PEPIN -DOTATION RECHERCHE | 20 000 | | -20 000 | |
| | | UMR 8546 AOROC | AOROC - DOTATION RECHERCHE | 75 000 | 87 000 | 12 000 | |
| | Total SCIENCES DE L'ANTIQUITE | | | 132 000 | 130 000 | -2 000 | |
| | ECLA | ECLA - DIR | ECLA - CULTURES, LANGUES D'AILLEURS - DOTATION | 80 000 | 85 000 | 5 000 | |
| | Total ECLA | | | 80 000 | 85 000 | 5 000 | |
| | ECO | DEPT ECO | DEPT ECONOMIE - RECHERCHE | 13 000 | 13 000 | 0 | |
| | | | DEPT ECONOMIE - ENSEIGNEMENT | 25 000 | 23 500 | -1500 | |
| | | UMR 8545 PJSE | PARIS JOURDAN SCIENCES ECO. - DOTATION RECHERCHE | 12 000 | 15 000 | 3 000 | |
| | Total ECONOMIE | | | 50 000 | 51 500 | 1 500 | |
| | GEOG | DEPT GEOG et TER | DEPT GEOGRAPHIE et TERRITOIRES - RECHERCHE | 20 000 | 15 000 | -5 000 | |
| | | | DEPT GEOGRAPHIE et TERRITOIRES - ENSEIGNEMENT | 20 000 | 38 997 | 18 997 | |
| | Total GEOGRAPHIE | | | 40 000 | 53 997 | 13 997 | |
| | HIST | DEPT HIST | DEPT HISTOIRE - RECHERCHE | 30 000 | 33 000 | 3000 | |
| | | | DEPT HISTOIRE - ENSEIGNEMENT | 15 000 | 12 000 | -3 000 | |
| | | UMR 8066 IHMC | INST. HISTOIRE MODERNE ET CONTEMP. - DOTATION RECHERCHE | 15 000 | 15 000 | 0 | |
| | Total HISTOIRE | | | 60 000 | 60 000 | 0 | |
| | LILA | DEPT LILA | DEPT LITTÉRATURE ET LANGAGE - RECHERCHE | 22 000 | 22 000 | 0 | |
| | | | DEPT LITTÉRATURE ET LANGAGE - ENSEIGNEMENT | 25 000 | 25 000 | 0 | |
| | | UMR 8094 LATTICE | LANGUES,TEXTES,INFO,COGN. - DOTATION RECHERCHE | 27 000 | 31 000 | 4 000 | |
| | | UMR 8132 ITEM | INST. TEXTES, MANUSCRITS MODERN. - DOTATION RECHERCHE | 30 000 | 40 000 | 10 000 | |
| | Total LITTÉRATURES ET LANGAGE | | | 104 000 | 118 000 | 14 000 | |
| | PHILO | DEPT PHILO | DEPT PHILOSOPHIE - RECHERCHE | 35 000 | 48 500 | 13 500 | |
| | | | DEPT PHILOSOPHIE - ENSEIGNEMENT | 4 000 | | -4 000 | |
| | | UMR 8230 CJP | CENTRE J.PEPIN -DOTATION RECHERCHE | | 25 000 | 25 000 | |
| | | UMR 8547 GERMA | PAYS GERMANIQUES, TRANSFERTS CULT. - DOTATION RECHERCHE | 25 000 | 30 000 | 5 000 | |
| | | UMS 3610 CAPHES | CAPHES - CENTRE ARCHIVES PHILO., HIST SC. DOTATION RECHERCHE | 25 000 | 32 000 | 7 000 | |
| | | USR 3608 REP SAVO | REPUBLIQUE DES SAVOIRS - DOTATION RECHERCHE | 35 000 | 40 000 | 5 000 | |
| | Total PHILOSOPHIE | | | 124 000 | 175 500 | 51 500 | |
| | PRL | PRL - DIR | PRL - POLE RESSOURCES LETTRES - DOTATION | 4 000 | 4 000 | 0 | |
| | | | PRL - ED 540 | 35 000 | 40 000 | 5000 | |
| | Total POLE RESSOURCES LETTRES | | | 39 000 | 44 000 | 5 000 | |
| | SCSO | DEPT SCSO | DEPT SCIENCES SOCIALES - RECHERCHE | 42 000 | 39 000 | -3 000 | |
| | | | DEPT SCIENCES SOCIALES - ENSEIGNEMENT | 20 000 | 30 000 | 10 000 | |
| | | UMR 7074 CTAD | CTAD - THEORIE DU DROIT - DOTATION RECHERCHE | 3 400 | 3 400 | 0 | |
| | | UMR 8097 CMH | CMH - CENTRE M.HALBWACHS - DOTATION RECHERCHE | 27 000 | 30 000 | 3 000 | |
| | Total SCIENCES SOCIALES | | | 92 400 | 102 400 | 10 000 | |
| | TOTAL LETTRES - Enseignement et recherche | | | | 1 796 000 | 1 981 337 | 185 337 |

| ACTIVITÉ | UB 2022 | CR 2022 | LIBELLÉ 2022 | ARBITRAGES AE 2021 | ARBITRAGES AE 2022 | Variation 2022-2021 |
|----------|---|------------------|---|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| | DEC | DEPT DEC | DEC- ENSEIGNEMENT | 24 000 | 24 000 | 0 |
| | | | DEC- RECHERCHE | 43 000 | 43 000 | 0 |
| | | U 955 NPI | NPI - DOTATION RECHERCHE | 5 000 | 5 000 | 0 |
| | | U 960 LNC | LNC2 - DOTATION RECHERCHE | 24 000 | 30 963 | 6 963 |
| | | UMR 8129 IJN | IJN - DOTATION RECHERCHE | 23 000 | 25 000 | 2 000 |
| | | UMR 8248 LSP | LSP - DOTATION RECHERCHE | 20 600 | 24 000 | 3 400 |
| | | UMR 8554 LSCP | LSCP- DOTATION RECHERCHE | 20 500 | 24 000 | 3 500 |
| | Total ETUDES COGNITIVES | | | 160 100 | 175 963 | 15 863 |
| | BIBL | BIBL MATH | BIBLI MATH-INFO | 192 000 | 202 000 | 10 000 |
| | | BSE | BSE | 85 000 | 91 000 | 6 000 |
| | Total BIBLIOTHEQUE | | | 277 000 | 293 000 | 16 000 |
| | BIO | DEPT BIO | DEPT BIOLOGIE - RECHERCHE | 21 000 | 25 220 | 4 220 |
| | | | DEPT BIOLOGIE - ENSEIGNEMENT | 89 600 | 95 510 | 5 910 |
| | | | DEPT BIOLOGIE - DGESCO | | 22 500 | 22 500 |
| | | UMR 8197 IBENS | IBENS - SERVICES COMMUNS | 340 000 | 290 000 | -50 000 |
| | | | PRESTATIONS PLATEFORME IBENS | 325 000 | 335 000 | 10 000 |
| | | | IBENS - PRESTATION DE LABO - PLATEFORME GENOMIQUE | 247 000 | 265 000 | 18 000 |
| | | UMS 3194 CEREEP | CEREEP- DOTATION RECHERCHE | 96 500 | 139 250 | 42 750 |
| | | | CEREEP - PRESTATION DE LABO | | 10 112 | 10 112 |
| | Total BIOLOGIE | | | 1 119 100 | 1 182 592 | 63 492 |
| | CERES | DIR CERES | CERES - DOTATION | 22 000 | 24 000 | 2000 |
| | Total CERES | | | 22 000 | 24 000 | 2000 |
| | CHIM | DEPT CHIM | DEPT CHIMIE - RECHERCHE | 128 600 | 179 600 | 51 000 |
| | | | DEPT CHIMIE - ENSEIGNEMENT | 56 000 | 62 000 | 6 000 |
| | | | DEPT CHIMIE - AGREGATION DE CHIMIE | 28 000 | 30 000 | 2 000 |
| | | | DEPT CHIM - AGREGATION PHYS CHIMIE - BIBLIOTHEQUE PREPA | 8 000 | 10 000 | 2 000 |
| | | FR 2769 | FR 2769 - DOTATION RECHERCHE | 6 000 | 8 000 | 2 000 |
| | | FR 3615 PCAB | PCAB - FED.PHYSICO-CHIMIE - DOTATION RECHERCHE | 10 000 | 15 000 | 5 000 |
| | | UMR 7203 LBM | LABO.BIOMOLECULE - DOTATION RECHERCHE | 42 000 | 48 000 | 6 000 |
| | | UMR 8004 IMAP | INSTITUT MATERIAUX POREUX - DOTATION RECHERCHE | 29 500 | 35 000 | 5 500 |
| | | UMR 8640 PASTEUR | LABO.PASTEUR - DOTATION RECHERCHE | 109 500 | 125 000 | 15 500 |
| | Total CHIMIE | | | 417 600 | 512 600 | 95 000 |
| | DGS | CRI | INFORMATIQUE PEDAGOGIQUE | 83 000 | 77 000 | -6 000 |
| | Total DGS | | | 83 000 | 77 000 | -6 000 |
| | DIRE | DIRE - DIR | ACTIONS INCITATIVES ENS | 80 000 | 0 | -80 000 |
| | Total DIRECTION | | | 80 000 | 0 | -80 000 |
| | GEOS | DEPT GEOS | GEOSCIENCES - ENS. | 99 000 | 108 000 | 9 000 |
| | | | GEOSCIENCES - RECHERCHE | 85 000 | 95 000 | 10 000 |
| | | UMR 8538 LG ENS | LABORATOIRE GÉOLOGIE DE L'ENS | 81 000 | 90 000 | 9 000 |
| | | UMR 8539 LMD | LABORATOIRE MÉTÉOROLOGIE DYNAMIQUE | 21 000 | 24 000 | 3 000 |
| | Total GEOSCIENCES | | | 286 000 | 317 000 | 31 000 |
| | INFO | DEPT INFO | DEPT INFORMATIQUE - RECHERCHE | 36 000 | 40 000 | 4 000 |
| | | | DEPT INFORMATIQUE - ENSEIGNEMENT | 70 000 | 77 000 | 7 000 |
| | Total INFORMATIQUE | | | 106 000 | 117 000 | 11 000 |
| | MATHS | DEPT MATH | DEPT MATHS ET APPLICATIONS - RECHERCHE | 78 000 | 92 000 | 14000 |
| | | | DEPT MATHS ET APPLICATIONS - ENSEIGNEMENT | 117 000 | 115 000 | -2 000 |
| | | | DEPT MATHS ET APPLICATIONS - RESSOURCES NUMERIQUES - DGESCO | 22 500 | | -22 500 |
| | Total MATHEMATIQUES | | | 217 500 | 207 000 | -10 500 |
| | PHYS | DEPT PHYS | DEPT PHYSIQUE - RECHERCHE | 220 000 | 244 000 | 24 000 |
| | | | DEPT PHYSIQUE - ENSEIGNEMENT | 104 800 | 118 000 | 13 200 |
| | | | DEPT PHYSIQUE - PRESTATIONS DE LABO | 70000 | 160 000 | 90 000 |
| | | | DEPT PHYSIQUE - PLATEFORME QPCR | 35 000 | 50 000 | 15 000 |
| | | | DEPT PHYSIQUE - AGREGATION | 28 000 | 30 000 | 2 000 |
| | | | DEPT PHYSIQUE - ECOLE BEG ROHU | 60 000 | 65 000 | 5 000 |
| | | | DEPT PHYSIQUE - PÉRIODIQUES DE PHYSIQUE (BSE) | 145 000 | 150 000 | 5 000 |
| | | UMR 8023 LPENS | LABO.DE PHYSIQUE ENS - DOTATION RECHERCHE | 215 000 | 240 000 | 25 000 |
| | | UMR 8552 LKB | LABO.KASTLER BROSSEL - DOTATION RECHERCHE | 115 000 | 125 000 | 10 000 |
| | Total PHYSIQUE | | | 992 800 | 1 182 000 | 189 200 |
| | QBIO | DIR QBIO | PROJET QBIO - DOTATION RECHERCHE | 25000 | 30 000 | 5 000 |
| | Total QBIO | | | 25000 | 30 000 | 5 000 |
| | TOTAL SCIENCES - Enseignement et recherche | | | 3 786 100 | 4 118 155 | 332 055 |

| ACTIVITÉ | UB 2022 | CR 2022 | LIBELLÉ 2022 | ARBITRAGES AE 2021 | ARBITRAGES AE 2022 | Variation 2022-2021 |
|--|----------------------------|------------|---|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| DIRECTION | DIRE | COM | POLE COMMUNICATION | 258 000 | 500 000 | 242 000 |
| | | DEVE | DIRECTION DES ETUDES | 41 000 | 44 000 | 3 000 |
| | | | FONDS SOLIDARITE ETUDIANT | 77 600 | 78 000 | 400 |
| | | DIRE - DIR | DIRECTION GENERALE | 107 000 | 88 000 | -19 000 |
| | | | DEVELOPPEMENT ET PARTENARIATS | 114 000 | 114 000 | 0 |
| | | | ACTIVITES CULTURELLES | 12 610 | 20 000 | 7 390 |
| | | | EVENEMENTIEL ET AUTRES CONTRIBUTIONS | 100 000 | 100 000 | 0 |
| | | | THEATRE | 15 000 | 34 000 | 19 000 |
| | | | VIE ASSOCIATIVE | 18 000 | 18 000 | 0 |
| | | | ACTIVITES SPORTIVES | 6 000 | 13 000 | 7 000 |
| | | | PROFESSEURS INVITES - DOTATION ENS | 120000 | 200 000 | 80 000 |
| | | | DIVERSITE | | 200 000 | 200 000 |
| | | DRI | RELATIONS INTERNATIONALES | 49 500 | 63 000 | 13 500 |
| | | | SUBVENTION AMIE - BOURSES RI | 22 650 | 25 000 | 2 350 |
| | | | SUBVENTION ERASMUS - BOURSES RI | 193 000 | 193000 | 0 |
| | | EDIT | EDIT - FRAIS GENERAUX | 90 000 | 75 000 | -15 000 |
| TOTAL DIRECTION | | | | 1 224 360 | 1 765 000 | 540 640 |
| DIRECTION GENERALE DES SERVICES | Fonct ¹ service | CoST | CONCOURS, SCOL, THESES - CONCOURS - FONCT | 980 000 | 1 240 000 | 260 000 |
| | | | BOURSES | 1 050 000 | 1 023 000 | -27 000 |
| | | CRI | INFORMATIQUE DE GESTION | 280 000 | 279000 | -1 000 |
| | | | RESEAX ET TELECOMMUNICATIONS | 480 000 | 613 000 | 133 000 |
| | | | APPLICATIONS ET WEB | 280 000 | 477 000 | 197 000 |
| | | | INFRASTRUCTURE NUMERIQUE | 250 000 | 412 000 | 162 000 |
| | | | PSSI | 29 000 | 154 000 | 125 000 |
| | | DIR DGS | FRAIS GENERAUX DES SERVICES | 502 000 | 380 000 | -122 000 |
| | | | DGS - IMPÔTS | 85000 | 150 000 | 65 000 |
| | | | DEVELOPPEMENT DURABLE | 100 000 | 50 000 | -50 000 |
| | | LOG | HEBERGEMENT - FONCTIONNEMENT GENERAL | 170 000 | 145 000 | -25 000 |
| | | | SERVICE ACCUEIL ET ENTRETIEN | 1 000 000 | 1 487 000 | 487 000 |
| | | | FOURNITURES GENERALES | 160 000 | | -160 000 |
| | | PAT | MAINTENANCE GENERALE | 840 000 | 950 000 | 110 000 |
| | | | CONTRATS SERVICE DU PATRIMOINE | 500 000 | 750 000 | 250 000 |
| | | | RESERVE OPE IMMO | 100 000 | | -100 000 |
| | | | VIABILISATION | 2 200 000 | 2 300 000 | 100 000 |
| | | REST | RESTAURATION ULM | 560 000 | 840 000 | 280 000 |
| | | SANTE | POLE SANTE DOTATION | 15 140 | 15 000 | -140 |
| | | SPS | HYGIENE ET SECURITE | 280 000 | 240 000 | -40000 |
| | | | ACCUEIL ET GARDIENNAGE | 720 000 | 760 000 | 40 000 |
| | | SRH | FORMATION CONTINUE DES PERSONNELS | 170 000 | 280 000 | 110 000 |
| | | | ACTION SOCIALE | 250 000 | 405 000 | 155 000 |
| | | | ALLOCATION RETOUR A L'EMPLOI | 350 000 | 450 000 | 100 000 |
| | | | MISES A DISPOSITION | 350 000 | 350 000 | 0 |
| | | | ORGANISATION ET GESTION CONCOURS BIATSS | | 2 000 | 2 000 |
| TOTAL DIRECTION GENERALE DES SERVICES | | | | 11 701 140 | 13 752 000 | 2 050 860 |

TABLEAU 1 : 6 postes d'enseignant chercheur ouverts au concours

| Corps | Discipline / Département |
|-----------------------------|--------------------------|
| Professeurs des universités | Études cognitives |
| | Géosciences |
| Maîtres de conférences | Arts / Philosophie |
| | Histoire |
| | Économie |
| | Physique |

TABLEAU 2 : 8 postes de personnel BIATSS ouverts au concours

| Corps | Famille professionnelle | Modalité* | BAP | Affectation |
|---------------------------------------|--|----------------|-----|-------------------------|
| Conservateur d'État des bibliothèques | Directeur-trice adjointe de la bibliothèque | Remplacement | F | DIRECTION-BIBLIOTHEQUE |
| Ingénieur d'études | Chargé-e du contrôle de gestion, d'études et d'évaluation | Transformation | J | DGS-PILOTAGE |
| | Administrateur-trice des systèmes d'information | Repyramidage | E | DGS-SRH |
| Assistant ingénieur | Assistant-e en partenariat, valorisation de la recherche et coopération internationale | Repyramidage | J | DGS-SPR |
| | Assistant-e en gestion administrative | Repyramidage | J | DGS-COST |
| | Assistant-e en gestion administrative | Création | J | DIRECTION-DEVE |
| Technicien | Technicien-ne biologiste | Remplacement | A | Département de biologie |
| | Technicien-ne en gestion administrative | Remplacement | J | Département de biologie |

TABEAU 3 : Liste des 26 emplois académiques contractuels

| Corps | Discipline/Direction/Département | Modalité ¹² | Statut |
|---------------------------|---|------------------------|-------------|
| Agrégé préparateur (AGPR) | Chimie | Prolongation | Contractuel |
| Agrégé préparateur (AGPR) | Chimie | Remplacement | Contractuel |
| Agrégé préparateur (AGPR) | Mathématiques | Prolongation | Contractuel |
| Agrégé préparateur (AGPR) | Mathématiques | Prolongation | Contractuel |
| Agrégé préparateur (AGPR) | Mathématiques | Prolongation | Contractuel |
| Agrégé préparateur (AGPR) | Mathématiques | Prolongation | Contractuel |
| Agrégé préparateur (AGPR) | Sciences sociales | Remplacement | Contractuel |
| Agrégé préparateur (AGPR) | Physique | Prolongation | Contractuel |
| Agrégé préparateur (AGPR) | Physique | Prolongation | Contractuel |
| Agrégé préparateur (AGPR) | Physique | Prolongation | Contractuel |
| ATER | Études cognitives | Création | Contractuel |
| ATER | Géographie | Prolongation | Contractuel |
| ATER | Géosciences | Prolongation | Contractuel |
| ATER | Informatique | Remplacement | Contractuel |
| ATER | Sciences / CERES | Prolongation | Contractuel |
| ATER | Sciences sociales | Remplacement | Contractuel |
| Enseignant contractuel | Espace des cultures et langues d'ailleurs | Prolongation | Contractuel |
| Lecteur langue allemand | Espace des cultures et langues d'ailleurs | Prolongation | Contractuel |
| Lecteur langue anglais | Espace des cultures et langues d'ailleurs | Remplacement | Contractuel |
| Lecteur langue arabe | Espace des cultures et langues d'ailleurs | Prolongation | Contractuel |
| Lecteur langue chinois | Espace des cultures et langues d'ailleurs | Remplacement | Contractuel |
| Lecteur langue espagnol | Espace des cultures et langues d'ailleurs | Prolongation | Contractuel |
| Lecteur langue russe | Espace des cultures et langues d'ailleurs | Prolongation | Contractuel |
| Maitre de langue anglais | Espace des cultures et langues d'ailleurs | Remplacement | Contractuel |
| Post-Doc (CDD Chercheur) | Lettres / PRL | Prolongation | Contractuel |
| Professeur associé (PAST) | Économie | Remplacement | Contractuel |

¹² La demande de moyens en ressources humaines correspond à des besoins permanents à pourvoir par le recrutement de titulaires ou des besoins non permanents à pourvoir par le recrutement de contractuels. Les modalités permettant de préciser le contexte de l'arbitrage répondent à la typologie suivante :

- **Création** : (besoin non-permanent) il s'agit d'une création nette d'emploi pour une durée déterminée (contractuel) correspondant à un besoin ponctuel (CDD Postdoc, CDD de courte durée pour répondre à un surcroît d'activité, CDD de longue durée sur projet).
- **Remplacement** : (contractuel) le remplacement fait nécessairement référence à un emploi occupé par une personne dont le départ est effectif ou à venir (retraite, mutation, détachement sortant, fin de CDD, départ suite à la réussite d'un concours...). Un remplacement peut faire l'objet d'un redéploiement dans un corps ou un métier différent au regard des besoins de la structure.
- **Prolongation** : il s'agit du renouvellement de la durée d'emploi d'un agent contractuel par l'établissement d'un avenant au contrat de travail.

TABLEAU 4 : Liste des 69 emplois soutien et support contractuels

| Corps | BAP | Type | Structure - Service | Modalité* |
|------------------------|-----|-------------|---|--------------|
| Ingénieur de recherche | E | Contractuel | DGS - CRI | Création |
| Ingénieur de recherche | E | Contractuel | DGS - CRI | Remplacement |
| Ingénieur de recherche | J | Contractuel | Direction | Prolongation |
| Médecin | G | Contractuel | DGS | Prolongation |
| Ingénieur d'études | E | Contractuel | DGS - CRI | Création |
| Ingénieur d'études | E | Contractuel | DGS - CRI | Création |
| Ingénieur d'études | E | Contractuel | DGS - CRI | Création |
| Ingénieur d'études | E | Contractuel | DGS - CRI | Création |
| Ingénieur d'études | E | Contractuel | DGS - CRI | Création |
| Ingénieur d'études | J | Contractuel | DGS - SAG | Création |
| Ingénieur d'études | J | Contractuel | DGS - Restaurant | Prolongation |
| Ingénieur d'études | G | Contractuel | DGS - Patrimoine | Prolongation |
| Ingénieur d'études | G | Contractuel | DGS - Patrimoine | Prolongation |
| Ingénieur d'études | G | Contractuel | DGS - SPS | Prolongation |
| Ingénieur d'études | J | Contractuel | DGS - SPS | Remplacement |
| Ingénieur d'études | J | Contractuel | DGS - SPR | Remplacement |
| Ingénieur d'études | F | Contractuel | Direction - Éditions rue d'Ulm | Prolongation |
| Ingénieur d'études | J | Contractuel | Direction | Prolongation |
| Ingénieur d'études | J | Contractuel | Département de Géosciences | Création |
| Assistant ingénieur | J | Contractuel | Direction - Direction des relations internationales | Création |
| Assistant ingénieur | G | Contractuel | DGS - Patrimoine | Création |
| Assistant ingénieur | G | Contractuel | DGS - Patrimoine | Prolongation |
| Assistant ingénieur | G | Contractuel | DGS - SPS | Prolongation |
| Assistant ingénieur | J | Contractuel | Direction - Bibliothèque | Prolongation |
| Assistant ingénieur | J | Contractuel | Département de Chimie | Prolongation |
| Assistant ingénieur | J | Contractuel | Département de Chimie | Prolongation |
| Technicien | E | Contractuel | DGS - CRI | Prolongation |
| Technicien | E | Contractuel | DGS - CRI | Prolongation |
| Technicien | J | Contractuel | DGS - COST | Prolongation |
| Technicien | J | Contractuel | DGS - COST | Prolongation |
| Technicien | J | Contractuel | DGS - Logistique | Prolongation |
| Technicien | J | Contractuel | DGS - SFC | Prolongation |
| Technicien | J | Contractuel | DGS - SAG | Remplacement |
| Technicien | J | Contractuel | DGS - SAG | Remplacement |
| Technicien | J | Contractuel | DGS - SRH | Création |
| Technicien | J | Contractuel | DGS - COST | Création |
| Technicien | J | Contractuel | Direction - Direction des relations internationales | Remplacement |
| Technicien | J | Contractuel | Direction - PESU | Création |
| Technicien | J | Contractuel | Département des Sciences de l'Antiquité | Remplacement |
| Technicien | J | Contractuel | Lettres - PRL | Mobilité |
| Technicien | F | Contractuel | Département de mathématiques | Prolongation |
| Technicien | J | Contractuel | Département de mathématiques | Prolongation |
| Technicien | B | Contractuel | Département de Chimie | Remplacement |
| Technicien | J | Contractuel | Département de Chimie | Remplacement |
| Technicien | G | Contractuel | Département de physique | Remplacement |
| Technicien | J | Contractuel | Département d'études cognitives | Prolongation |
| Technicien | F | Contractuel | Sciences - BSE | Prolongation |
| Adjoint technique | G | Contractuel | DGS - Logistique | Prolongation |
| Adjoint technique | G | Contractuel | DGS - Logistique | Remplacement |
| Adjoint technique | G | Contractuel | DGS - Logistique | Remplacement |
| Adjoint technique | J | Contractuel | DGS - COST | Création |
| Adjoint technique | J | Contractuel | DGS - COST | Création |
| Adjoint technique | J | Contractuel | DGS - COST | Création |
| Adjoint technique | J | Contractuel | DGS - COST | Création |
| Adjoint technique | J | Contractuel | DGS - COST | Création |

| | | | | |
|-------------------|---|-------------|---------------------------|--------------|
| Adjoint technique | J | Contractuel | DGS - COST | Création |
| Adjoint technique | J | Contractuel | DGS - COST | Création |
| Adjoint technique | G | Contractuel | DGS - Restaurant | Remplacement |
| Adjoint technique | J | Contractuel | Direction | Remplacement |
| Adjoint technique | F | Contractuel | Direction - Bibliothèque | Remplacement |
| Adjoint technique | F | Contractuel | Direction - Bibliothèque | Remplacement |
| Adjoint technique | F | Contractuel | Direction - Bibliothèque | Remplacement |
| Apprenti | J | Contractuel | DGS - SFC | Création |
| Apprenti | G | Contractuel | DGS - Restaurant | Remplacement |
| Apprenti | G | Contractuel | DGS - Restaurant | Remplacement |
| Apprenti | G | Contractuel | DGS - Patrimoine | Création |
| Apprenti | E | Contractuel | DGS - CRI | Création |
| Apprenti | F | Contractuel | Direction - Communication | Création |
| Apprenti | A | Contractuel | Département de biologie | Création |

* Par principe, la demande de moyen en ressources humaines correspond à des besoins en personnels permanents à pourvoir par le recrutement de titulaires ou des besoins en personnels non permanents à pourvoir par le recrutement de contractuels.

Les modalités permettant de préciser le contexte de l'arbitrage sont classées suivant la typologie suivante :

- Création (besoin permanent)
Il s'agit d'une création nette d'emploi (fonctionnaire) correspondant à un besoin nouveau (exemples : concours ou mobilité entrante).
- Création (besoin non-permanent)
Il s'agit d'une création nette d'emploi pour une durée déterminée (contractuel) correspondant à un besoin ponctuel (exemples : CDD Postdoc, CDD de courte durée pour répondre à un surcroît d'activité, CDD de longue durée sur projet).
- Remplacement (fonctionnaire ou contractuel)
Le remplacement fait nécessairement référence à un emploi occupé par une personne dont le départ est effectif ou à venir (retraite, mutation, détachement sortant, fin de CDD, départ suite à la réussite d'un concours.....). Un remplacement peut faire l'objet d'un redéploiement dans un corps ou un métier différent au regard des besoins de la structure.
- Prolongation
Il s'agit du renouvellement de la durée d'emploi d'un agent contractuel par l'établissement d'un avenant au contrat de travail (EC ou BIATSS) dans la limite réglementaire.
- Repyramidage
Il s'agit de la modification, par voie de concours, de la catégorie et/ou du corps d'un emploi de fonctionnaire BIATSS ou de contractuel occupant un emploi pérenne (titularisation)
- Transformation
Il s'agit de la modification, par voie de concours, de la catégorie et/ou du corps d'un emploi occupé par un contractuel pouvant conduire à une titularisation

TABLEAU 5 : plafond d'emplois 2022

| Plafond | Corps | BI 2021 | Variation | BI 2022 | |
|---------|---|---|--------------|----------------|--------------|
| État | Total ETPT Élèves | 776,0 | 0,0 | 776,00 | |
| | Directeur | 1,0 | | 1,0 | |
| | Sous-directeur laboratoire | 1,0 | | 1,0 | |
| | Professeurs d'université | 58,0 | | 58,0 | |
| | Maitres de conférences | 79,0 | | 79,0 | |
| | Professeurs agrégés + AGPR | 47,0 | | 47,0 | |
| | Professeurs certifiés | 1,0 | | 1,0 | |
| | Sous-total titulaires | 187,0 | 0,0 | 187,0 | |
| | Professeurs associés | 2,5 | | 2,5 | |
| | ATER non titulaires | 2,5 | | 2,5 | |
| | CDD chercheurs/enseignants-chercheurs | 6,0 | | 6,0 | |
| | Contrats Doctoraux | 71,0 | -1,0 | 70,0 | |
| | Lecteurs, maîtres de langue | 7,0 | | 7,0 | |
| | Sous-total contractuels | 89,0 | -1,0 | 88,00 | |
| | Total ETPT Enseignants chercheurs | 276,0 | -1,0 | 275,0 | |
| | DGS | 1,0 | | 1,00 | |
| | Agent comptable | 1,0 | | 1,00 | |
| | Administrateurs | 2,0 | | 2,00 | |
| | Attachés d'administration | 3,0 | | 3,00 | |
| | Secrétaires AENES | 3,0 | | 3,00 | |
| | Adjoints AENES | 4,0 | | 4,00 | |
| | Sous-total AENES | 14,0 | 0,0 | 14,0 | |
| | Ingénieurs de recherche | 11,0 | | 11,0 | |
| | Ingénieurs d'études | 47,0 | | 47,0 | |
| | Assistants ingénieurs | 43,0 | | 43,0 | |
| | Techniciens | 80,0 | | 80,0 | |
| | Adjoints techniques | 119,0 | | 119,0 | |
| | Sous-total ITRF | 300,0 | 0,0 | 300,0 | |
| | Conservateur général | 1,0 | | 1,0 | |
| | Conservateurs | 4,0 | | 4,0 | |
| | Bibliothécaires | 1,0 | | 1,0 | |
| | Bibliothécaires assistants spécialisés | 6,0 | | 6,0 | |
| | Magasiniers | 8,0 | | 8,0 | |
| | Sous-total BIB | 20,0 | 0,0 | 20,0 | |
| | Sous-total Titulaires | 334,0 | | 334,0 | |
| | CDI Médecin | 1,0 | | 1,0 | |
| | Total ETPT BIATSS | 335,0 | 0,0 | 335,0 | |
| | Total État | 1387,0 | -1,0 | 1386,0 | |
| | Ressources propres établissement | Contractuels fonctions soutien/support | 39,0 | 0,0 | 39,00 |
| | | Politique de l'école | 39,0 | 0,0 | 39,00 |
| | | Contractuels BIATSS | 49,0 | 6,0 | 55,0 |
| | | Contractuels chercheurs | 95,0 | 18,0 | 113,0 |
| | | Contractuels doctorants | 148,0 | 14,0 | 162,0 |
| | | Total conventions et support | 292,0 | 38,0 | 330,0 |
| | | Total Ressources propres établissement | 331,0 | 38,0 | 396,0 |
| | Total Plafond d'autorisation des emplois | 1 718,0 | 37,0 | 1 755,0 | |

Annexe 4 - Programmation des opérations immobilières

| | | | | | | | |
|---------------|-----|----------------------------------|-------------------------|-----------------------------|----------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Programmation | Moe | Consultation Maîtrise d'œuvre | Etudes de conception | Consultation Entreprises | Préparation de chantier | Exécution des travaux | MOE : Maîtrise d'œuvre |
|---------------|-----|----------------------------------|-------------------------|-----------------------------|----------------------------|--------------------------|---------------------------|

| Catégorie SPSP | Site | Désignation de l'opération | Numéro d'opération | Coût TDC | 2021 | | | | | | | | | | | | 2022 | | | | | | | | | | | | 2023 | | | | | | | | | | | | 2024 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|-----------|---|--------------------|----------|--|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|--|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|---------------------------------------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|---------------------------------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|-----|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|---------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|-----------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|---------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|----------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|----------|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | Janvier | | | | | | | | | | | | Février | | | | | | | | | | | | Mars | | | | | | | | | | | | Avril | | | | | | | | | | | | Mai | | | | | | | | | | | | Juin | | | | | | | | | | | | Juillet | | | | | | | | | | | | Août | | | | | | | | | | | | Septembre | | | | | | | | | | | | Octobre | | | | | | | | | | | | Novembre | | | | | | | | | | | | Décembre | | | | | | |
| Grands projets | 24 LHD | CPER Lhomond - Physique - Rénovation du département | 2018 - 0143 | 1 230k€ | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Grands projets | 24 LHD | CPER Lhomond - Chimie - Rénovation du département | 2018 - 0145 | 4 600k€ | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Grands projets | 24 LHD | CPER Lhomond - Local Serveurs | 2018 - 0144 | 2 000k€ | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Grands projets | 24 LHD | CPER Lhomond - Grand Hall | 2018 - 0146 | 26 000k€ | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | Travaux pour liquéfacteur d'hélium | | | | | | | | | | | | Installation du liquéfacteur | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Grands projets | 46 ULM | CPER IBENS - Rénovation technique du bâtiment | 2021 - 0012 | 55k€ | Diagnostics techniques | | | | | | | | | | | | Prog. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| GER | 45 ULM | Réaménagement Département des Sciences de l'Antiquité (DSA) | 2018 - 0123 | 300k€ | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| GER | JOURDAN | Requalification paysagère Parcelle BK2 - Projet Parisculteur | 2019 - 0063 | 100k€ | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| GER | 24 LHD | Erasmus - Rénovation Poste HT Chimie | 2020 - 0081 | 500k€ | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| GER | 45 ULM | RdC bas - Rénovation de l'amphithéâtre Galois | 2020 - 0111 | 200k€ | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| GER | 45 ULM | Tous niveaux - Rénovation d'espaces sanitaires | 2020 - 0112 | 600k€ | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| GER | Montrouge | Nappe des thurnes / Laboratoire LATTICE | 2021 - 0014 | 360k€ | [Gantt chart showing phases: Etudes de conception, Consultation Entreprises, Préparation de chantier, Exécution des travaux] | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Annexe 5 - Tableau détaillé des opérations immobilières

| Catégorie SPSI | N° Opérations | Sites | Opérations | Montant total Opérations | Autorisation d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|---------------|------------|---|--------------------------|--|-----------------------|---|-----------------------|
| | | | | | AE consommées au titre des années antérieures à 2022 | Montant BI 2022 en AE | CP consommés au titre des années antérieures à 2022 | Montant BI 2022 en CP |
| Grands projets SPSI | OPE-2016-0182 | 24 Lhomond | Trvx d'achèvement CPER 1 | 1 322 182 | 1 220 243 | 0 | 1 154 318 | 0 |
| | OPE-2018-0143 | 24 Lhomond | Rénovation département de physique | 1 230 000 | 1 230 000 | 0 | 1 030 000 | 0 |
| | OPE-2018-0144 | 24 Lhomond | Local serveurs | 2 002 409 | 292 873 | 1 709 536 | 218 312 | 1 784 097 |
| | OPE-2018-0145 | 24 Lhomond | Rénovation département de chimie | 4 600 000 | 4 600 000 | 0 | 4 600 000 | 0 |
| | OPE-2018-0146 | 24 Lhomond | Rénovation du Grand Hall | 26 000 047 | 3 800 000 | 0 | 1 760 000 | 1 240 000 |
| | OPE-2019-0142 | 24 Lhomond | Travaux préalables au Grand Hall | 320 000 | 146 479 | 0 | 146 480 | 0 |
| | OPE-2021-0012 | 46 ULM | CPER 21-27 IBENS - diagnostics techniques préalables | 55 000 | 21 375 | 33 625 | 21 375 | 33 625 |
| Total Grands projets SPSI | | | | 35 529 638 | 11 310 970 | 1 743 161 | 8 930 484 | 3 057 722 |
| Gros Entretien Renouvellement (GER) | OPE-2018-0123 | 45 Ulm | Réaménagement Département des Sciences de l'antiquité (DSA) | 300 000 | 20 000 | 280 000 | 5 000 | 182 400 |
| | OPE-2018-0129 | JOURDAN | Hypnos II - mise en securite et renovation des locaux (37 chambres) | 1 164 000 | 1 143 605 | 0 | 1 057 695 | 20 000 |
| | OPE-2019-0063 | JOURDAN | Aménagement et requalification paysagère de la parcelle BK2 | 120 000 | 51 999 | 68 000 | 51 565 | 54 400 |
| | OPE-2020-0081 | 25 Lhomond | Rénovation du poste haute tension chimie | 500 000 | 457 500 | 42 500 | 61 429 | 350 857 |
| | OPE-2020-0111 | 45 Ulm | 45 Ulm - Rénovation de l'amphi Galois | 200 000 | 10 000 | 190 000 | 10 000 | 152 000 |
| | OPE-2020-0112 | 45 Ulm | 45 Ulm - Rénovation d'espaces sanitaires | 600 000 | 10 000 | 295 000 | 10 000 | 236 000 |
| | OPE-2021-0014 | Montrouge | Rénovation locaux UMR 8094 LATTICE | 360 000 | 220 000 | 140 000 | 220 000 | 112 000 |
| | OPE-2021-0156 | 45 Ulm | Aménagement chambre PMR | 50 000 | 0 | 50 000 | 0 | 50 000 |
| Total GER | | | | 3 294 000 | 1 913 104 | 1 065 500 | 1 415 689 | 1 157 657 |

| Catégorie SPSI | N° Opérations | Sites | Opérations | Montant total Opérations | Autorisation d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-----------------------------|---------------|-------------|--|--------------------------|--|-----------------------|---|-----------------------|
| | | | | | AE consommées au titre des années antérieures à 2022 | Montant BI 2022 en AE | CP consommés au titre des années antérieures à 2022 | Montant BI 2022 en CP |
| Réhabilitation | OPE-2018-0117 | 45 Ulm | Implantation ascenseur escalier C | 846 000 | 205 415 | 640 585 | 153 555 | 553 116 |
| | OPE-2018-0121 | 45 Ulm | Couloir vert - Ouverture d'un centre de sciences des données | 483 600 | 454 408 | 0 | 429 848 | 15 000 |
| | OPE-2019-0104 | 45 Ulm | Cour Pasteur - requalification Paysager | 1 100 000 | 178 494 | 921 506 | 57 160 | 834 272 |
| | OPE-2021-0040 | 45 Ulm | Pavillon Pasteur | 45 000 | 10 000 | 35 000 | 5 000 | 32 000 |
| | OPE-2021-0041 | 29 ULM | 29 Ulm - Salle de réunion R+3 | 397 000 | 15 000 | 382 000 | 15 000 | 305 600 |
| | OPE-2021-0158 | 45 Ulm | Rénovation PC Sécurité | 200 000 | 0 | 200 000 | 0 | 120 000 |
| Total Réhabilitation | | | | 3 071 600 | 863 317 | 2 179 091 | 660 563 | 1 859 988 |
| Internat | OPE-2018-0133 | 44 - 48 ULM | Cage escalier - Rénovation après désamiantage et déplombage | 450 000 | 449 998 | 0 | 340 236 | 109 762 |
| | OPE-2019-0106 | Montrouge | Tour B et C - Rénovation lourde du bâtiment | 950 000 | 664 998 | 220 012 | 307 587 | 132 220 |
| Total Internat | | | | 1 400 000 | 1 114 996 | 220 012 | 647 824 | 241 982 |
| Hors SPSI | OPE-2019-0021 | Tous sites | SME-Système de Management Energétique | 150 000 | 105 000 | 45 000 | 52 888 | 77 689 |
| | OPE-2019-0060 | 46 ULM | 2ème étage - Restructuration de 2 laboratoires (équipe STRICK) | 310 000 | 310 000 | 0 | 117 799 | 192 201 |
| | OPE-2021-0155 | 46 ULM | LENA POPA | 150 000 | 0 | 150 000 | 0 | 120 000 |
| | OPE-2021-0157 | Tous sites | Sécurisation CRI | 300 000 | 0 | 300 000 | 0 | 160 000 |
| Total Hors SPSI | | | | 910 000 | 415 000 | 495 000 | 170 687 | 549 890 |
| Total général | | | | 44 205 238 | 15 617 387 | 5 702 764 | 11 825 248 | 6 867 240 |



PSL 

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
45 rue d'Ulm, 75005 Paris
direction.generale.services@ens.psl.eu

ENS - synthèse de la liasse budgétaire

| Intitulé du tableau | Soumission au CA | |
|---------------------|---|------------------|
| 1 | Tableau des emplois | Pour vote |
| 2 | Tableau des autorisations budgétaires | Pour vote. |
| 3 | Tableau des dépenses par destination et recettes par origine | Pour information |
| 4 | Tableau d'équilibre financier | Pour vote |
| 5 | Tableau des opération pour compte de tiers | Pour information |
| 6 | Tableau de situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement) | Pour vote |
| 7 | Tableau présentant le plan de trésorerie | Pour information |
| 8 | Tableau des opérations liées aux recettes fléchées | Pour information |
| 9 | Tableau des opérations pluriannuelles | Pour vote |
| 10 | Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation | Pour information |
| 11 | Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche | Pour information |
| 12 | Tableau de synthèse budgétaire et comptable | Pour information |

Tableau 1 - Tableau des emplois (en ETPT)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| Catégories d'emplois | Nature des emplois | | (A) Plafond Etat | | | | (B) Plafond Ressources propres | | | | (C) = (A) + (B) - Global | | | |
|--|--------------------|------------|------------------|--------------|--------------|--------------|--------------------------------|------------|------------|------------|--------------------------|--------------|--------------|--------------|
| | | | CFI 2020 | BI 2021 | BR3 2021 | BI 2022 | CFI 2020 | BI 2021 | BR3 2021 | BI 2022 | CFI 2020 | BI 2021 | BR3 2021 | BI 2022 |
| Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs | Permanents | Titulaires | 145 | 187 | 187 | 187 | | | | | 145 | 187 | 187 | 187 |
| | | CDI | 1 | | | | 1 | | | | 2 | | | 0 |
| | Non permanents | CDD | 77 | 89 | 89 | 88 | 275 | 243 | 279 | 275 | 352 | 332 | 368 | 363 |
| S/total EC | | | 223 | 276 | 276 | 275 | 276 | 243 | 279 | 275 | 499 | 519 | 555 | 550 |
| Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS | | | 748 | 776 | 776 | 776 | | | | | 748 | 776 | 776 | 776 |
| BIATSS | Permanents | Titulaires | 270 | 334 | 334 | 334 | | | | | 270 | 334 | 334 | 334 |
| | | CDI | 27 | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 29 | 2 | 2 | 2 |
| | Non permanents | CDD | 49 | | | | 78 | 87 | 94 | 93 | 127 | 87 | 94 | 93 |
| S/total Biatoss | | | 346 | 335 | 335 | 335 | 80 | 88 | 95 | 94 | 426 | 423 | 430 | 429 |
| Totaux | | | 1 317 | 1 387 | 1 387 | 1 386 | 356 | 331 | 374 | 369 | 1 673 | 1 718 | 1 761 | 1 755 |
| Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat | | | 1 387 | 1 387 | 1 387 | 1 387 | | | | | | | | |

Tableau 2 - Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

| | Dépenses | | | | | | | | Recettes | | | | |
|--|-----------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------------|---------------------|--------------------|--------------------|--|
| | Compte financier 2020 | | Budget Initial 2021 | | BR3/2021 | | BI/2022 | | Compte financier 2020 | Budget Initial 2021 | BR3/2021 | BI/2022 | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | | | | |
| Personnel | 82 010 095 | 82 003 171 | 84 585 891 | 84 585 891 | 86 631 006 | 86 631 006 | 87 673 270 | 87 673 270 | 100 957 457 | 99 871 847 | 102 885 354 | 104 585 386 | Recettes globalisées |
| <i>dont contributions employeur au CAS Pension</i> | | | 22 361 026 | 22 361 026 | 22 361 026 | 22 361 026 | | | 89 713 872 | 88 643 795 | 89 607 072 | 91 204 582 | Subvention pour charges de service public |
| <i>dont contrats fléchés</i> | 11 110 913 | 11 110 913 | 10 645 750 | 10 645 750 | 12 526 969 | 12 526 969 | 12 227 360 | 12 227 360 | 22 500 | 22 500 | 53 550 | 22 500 | Autres financements de l'Etat |
| | | | | | | | | | 135 644 | 130 000 | 130 000 | 130 000 | Fiscalité affectée |
| Fonctionnement | 38 775 064 | 30 556 171 | 33 185 304 | 31 877 569 | 34 724 998 | 33 654 430 | 35 022 131 | 34 367 152 | 4 502 406 | 4 598 390 | 4 649 408 | 4 858 390 | Autres financements publics |
| <i>dont contrats fléchés</i> | 6 040 904 | 5 724 892 | 7 718 889 | 7 139 579 | 7 962 722 | 7 935 984 | 7 568 663 | 7 527 983 | 6 583 035 | 6 477 162 | 8 445 324 | 8 369 914 | Recettes propres |
| <i>dont CPER</i> | | | | | 120 000 | 120 000 | | | 22 400 147 | 28 644 773 | 30 903 606 | 24 592 238 | Recettes fléchées * |
| <i>dont CDSN</i> | 16 294 481 | 8 889 694 | 10 200 000 | 9 969 792 | 10 200 000 | 9 969 792 | 9 400 000 | 9 800 000 | 3 871 763 | 6 000 000 | 2 099 935 | 1 667 860 | Financements de l'Etat fléchés |
| Investissement | 6 688 649 | 5 610 061 | 9 786 887 | 18 415 718 | 8 838 899 | 15 666 018 | 14 998 115 | 13 316 995 | 13 384 844 | 18 899 290 | 20 073 250 | 20 366 171 | Autres financements publics fléchés |
| <i>dont contrats fléchés</i> | 2 898 931 | 1 329 522 | 3 680 771 | 4 557 924 | 3 807 153 | 5 631 948 | 6 553 888 | 4 175 386 | 5 143 540 | 3 745 483 | 8 730 422 | 2 558 207 | Recettes propres fléchées |
| <i>dont CPER</i> | 89 550 | 1 088 901 | 1 476 594 | 9 196 924 | 196 376 | 5 650 952 | 1 743 161 | 3 057 722 | 26 988 450 | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------------|
| TOTAL DES DÉPENSES | 127 473 808 | 118 169 403 | 127 558 082 | 134 879 178 | 130 194 903 | 135 951 454 | 137 693 515 | 135 357 416 | 123 357 603 | 128 516 620 | 133 788 960 | 129 177 624 | TOTAL DES RECETTES |
|---------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------------|

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------------------|------------------|--|------------|--|------------|--|------------|--|----------|--|------------------|--|------------------|--|------------------|--|-----------------------------------|
| | B1 | | B2 | | B3 | | B4 | | C1 | | C2 | | C3 | | C4 | | |
| Solde budgétaire (excédent) | 5 188 200 | | | | | | 0 | | 0 | | 6 362 558 | | 2 162 494 | | 6 179 792 | | Solde budgétaire (déficit) |
| | D1 = C1-B1 | | D1 = C2-B2 | | D1 = C3-B3 | | D1 = C4-B4 | | D2=B1-C1 | | D2=B2-C2 | | D2=B3-C3 | | D2=B4-C4 | | |

* Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

| Budget | Dépenses de l'organisme (BI+BR) | | | | | | | |
|--|---------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| | Personnel | | Fonctionnement | | Investissement | | Total | |
| | AE = CP | | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Formation initiale et continue | 34 525 333 | 34 525 333 | 10 158 510 | 10 458 059 | 143 000 | 114 400 | 44 826 843 | 45 097 792 |
| D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence | | | | | | | 0 | 0 |
| D102 - Formation initiale et continue de niveau Master | 29 983 833 | 29 983 833 | 758 510 | 658 059 | 143 000 | 114 400 | 30 885 343 | 30 756 292 |
| D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat | 4 541 500 | 4 541 500 | 9 400 000 | 9 800 000 | | | 13 941 500 | 14 341 500 |
| D105 - Bibliothèques et documentation | 3 693 130 | 3 693 130 | 1 167 240 | 1 051 016 | 85 000 | 68 000 | 4 945 370 | 4 812 146 |
| D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé | 5 361 647 | 5 361 647 | 1 913 744 | 1 858 046 | 466 080 | 424 680 | 7 741 472 | 7 644 374 |
| D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies | 2 172 645 | 2 172 645 | 438 500 | 426 800 | 90 000 | 87 000 | 2 701 145 | 2 686 445 |
| D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur | 10 006 524 | 10 006 524 | 3 384 864 | 3 222 752 | 5 272 533 | 2 847 631 | 18 663 920 | 16 076 906 |
| D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement | 2 844 815 | 2 844 815 | 594 182 | 582 082 | 256 075 | 240 875 | 3 695 072 | 3 667 772 |
| D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société | 10 737 368 | 10 737 368 | 2 011 234 | 1 958 416 | 376 000 | 363 200 | 13 124 602 | 13 058 984 |
| D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale | 3 958 298 | 3 958 298 | 1 648 441 | 1 638 441 | 767 163 | 764 370 | 6 373 902 | 6 361 109 |
| D113 - Diffusion des savoirs et musées | 366 210 | 366 210 | 75 000 | 67 500 | | | 441 210 | 433 710 |
| D114 - Immobilier | 4 033 779 | 4 033 779 | 4 872 000 | 4 809 500 | 6 277 764 | 7 367 239 | 15 183 543 | 16 210 518 |
| D115 - Pilotage et support | 8 557 414 | 8 557 414 | 6 090 769 | 5 678 969 | 1 258 000 | 1 034 400 | 15 906 183 | 15 270 783 |
| Étudiants | 1 416 107 | 1 416 107 | 2 667 647 | 2 615 572 | 6 500 | 5 200 | 4 090 254 | 4 036 879 |
| D201 - Aides directes aux étudiants | 13 000 | 13 000 | 1 731 147 | 1 704 647 | 3 000 | 2 400 | 1 747 147 | 1 720 047 |
| D202 - Aides indirectes | 1 159 814 | 1 159 814 | 925 000 | 900 000 | | | 2 084 814 | 2 059 814 |
| D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives | 243 293 | 243 293 | 11 500 | 10 925 | 3 500 | 2 800 | 258 293 | 257 018 |
| Total | 87 673 270 | 87 673 270 | 35 022 131 | 34 367 152 | 14 998 115 | 13 316 995 | 137 693 515 | 135 357 416 |

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

| Budget | Recettes de l'organisme | | | | | | | | Total |
|---|---|-------------------------------|--------------------|-----------------------------|------------------|--------------------------------|-------------------------------------|---------------------------|--------------------|
| | Recettes globalisées | | | | | Recettes fléchées | | | |
| | Subvention pour charges de service public | Autres financements de l'Etat | Fiscalité affectée | Autres financements publics | Recettes propres | Financements de l'Etat fléchés | Autres financements publics fléchés | Recettes propres fléchées | |
| Subvention pour charges de service public | 91 204 582 | - | - | - | - | - | - | - | 91 204 582 |
| Droits d'inscription | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Formation continue, diplômes propres et VAE | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Taxe d'apprentissage | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Contrats et prestations de recherche hors ANR | - | - | - | 13 000 | 20 458 | - | 1 354 640 | 881 801 | 2 269 899 |
| Valorisation | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ANR investissements d'avenir | - | - | - | - | 654 | - | 6 691 078 | - | 6 691 732 |
| ANR hors investissements d'avenir | - | - | - | - | 122 050 | 40 000 | 4 046 467 | - | 4 208 517 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région | - | - | - | - | - | - | 2 077 000 | - | 2 077 000 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne | - | - | - | - | - | 127 860 | 4 091 704 | 60 000 | 4 279 564 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres | - | 22 500 | - | 95 000 | 236 424 | 1 500 000 | 1 962 603 | 618 406 | 4 434 933 |
| Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs | - | - | - | - | 276 688 | - | 142 679 | 998 000 | 1 417 367 |
| Autres recettes | - | - | 130 000 | 4 750 390 | 7 713 640 | - | - | - | 12 594 030 |
| Total | 91 204 582 | 22 500 | 130 000 | 4 858 390 | 8 369 914 | 1 667 860 | 20 366 171 | 2 558 207 | 129 177 624 |
| SOLDE BUDGETAIRE (déficit) | | | | | | | | | 6 179 792 |

TABLEAU 4 - Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| BESOINS | Compte financier 2020 | Budget initial 2021 | BR3/2021 | BI/2022 | Compte financier 2020 | Budget initial 2021 | BR3/2021 | BI/2022 | FINANCEMENTS |
|---|-----------------------|---------------------|------------------|------------------|-----------------------|---------------------|------------------|------------------|--|
| Solde budgétaire (déficit)* | | 6 362 558 | 2 162 494 | 6 179 792 | 5 188 200 | | | | Solde budgétaire (excédent)* |
| Remboursements d'emprunts (capital) Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements | 10 000 | | | | | | | | Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers ** | 1 603 171 | 4 920 000 | 6 359 892 | 2 351 253 | 1 680 999 | | 6 359 892 | 2 351 253 | Opérations au nom et pour le compte de tiers ** |
| Autres décaissements sur comptes de tiers | 1 685 530 | | | | 3 314 381 | | | | Autres encaissements sur comptes de tiers |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (A) | 3 298 701 | 11 282 558 | 8 522 385 | 8 531 045 | 10 183 580 | 5 620 000 | 6 359 892 | 2 351 253 | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (B) |
| ABONDEMENT de la trésorerie | 6 884 879 | | | | | 5 662 558 | 2 162 494 | 6 179 792 | PRELEVEMENT de la trésorerie (= A-B) |
| <i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i> | <i>3 125 631</i> | | | | | <i>2 895 404</i> | <i>962 246</i> | <i>2 396 212</i> | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i> |
| <i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée</i> | <i>3 759 248</i> | | | | | <i>2 767 154</i> | <i>1 200 247</i> | <i>3 783 580</i> | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i> |
| TOTAL DES BESOINS | 10 183 580 | 11 282 558 | 8 522 385 | 8 531 045 | 10 183 580 | 11 282 558 | 8 522 385 | 8 531 045 | TOTAL DES FINANCEMENTS |

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5 - Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé | Prévisions de décaissements 2022 | Prévisions d'encaissements 2022 |
|--|--------------|---|----------------------------------|---------------------------------|
| Gestion de la TVA collectée et déductible | 4456 | TVA déductible | 2 239 871 | |
| | 4457 / 44583 | TVA collectée et remboursée | | 2 239 871 |
| Transfert aux Tiers bénéficiaires finaux | 467 | Paiement et remboursement EDF par Ecotron | 111 382 | 111 382 |
| | 467 | H2020 – FETOPEN – FERRAGE | | |
| | 467 | PROJET HiSCORE | | |
| | 467 | ERASMUS CBHE IBRAIN | | |
| TOTAL | | | 2 351 253 | 2 351 253 |

TABLEAU 6 - Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Compte financier 2020 | Budget initial 2021 | BR3/2021 | BI/2022 |
|---|-----------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| Personnel | 80 914 693 | 82 894 173 | 84 916 771 | 86 358 171 |
| <i>dont charges de pensions civiles</i> | | | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 33 199 832 | 33 169 287 | 34 968 664 | 35 682 251 |
| Amortissements - provisions | 8 396 201 | 10 050 000 | 10 050 000 | 8 700 000 |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 122 510 726 | 126 113 460 | 129 935 436 | 130 740 422 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | 1 198 331 | | 293 745 | 560 167 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 123 709 057 | 126 113 460 | 130 229 180 | 131 300 589 |

| PRODUITS | Compte financier 2020 | Budget initial 2021 | BR3/2021 | BI/2022 |
|---|-----------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| Subvention de l'Etat | 89 713 872 | 88 666 295 | 89 858 392 | 91 380 662 |
| Autres subventions | 18 309 882 | 22 548 222 | 24 374 200 | 22 119 577 |
| Fiscalité affectée | 181 068 | 130 000 | 130 000 | 130 000 |
| Autres produits | 11 158 268 | 6 477 162 | 8 616 588 | 10 970 349 |
| Quotes-parts financements de l'actif | 4 345 966 | 7 250 000 | 7 250 000 | 6 700 000 |
| TOTAL DES PRODUITS (2) | 123 709 057 | 125 071 679 | 130 229 180 | 131 300 589 |
| Résultat prévisionnel : déficit (4) = (1) - (2) | | 1 041 781 | | |
| | 123 709 057 | 126 113 460 | 130 229 180 | 131 300 589 |

| Calcul de la capacité d'autofinancement | Compte financier 2020 | Budget initial 2021 | BR3/2021 | BI/2022 |
|--|-----------------------|---------------------|------------------|------------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)) | 1 198 331 | -1 041 781 | 293 745 | 560 167 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 8 396 201 | 10 050 000 | 10 050 000 | 8 700 000 |
| - reprises sur amortissements (des biens immobiliers), dépréciations et provisions | 4 345 966 | | | |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | | |
| - quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice | | 7 250 000 | 7 250 000 | 6 700 000 |
| = capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF) | 5 248 566 | 1 758 219 | 3 093 745 | 2 560 167 |

TABLEAU 6 - Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Compte financier 2020 | Budget initial 2021 | BR3/2021 | BI/2022 |
|---|-----------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | | | |
| Investissements | 5 867 086 | 18 415 718 | 15 666 018 | 13 316 995 |
| Remboursement des dettes financières | | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 5 867 086 | 18 415 718 | 15 666 018 | 13 316 995 |
| Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5) | | | | |

| RESSOURCES | Compte financier 2020 | Budget initial 2021 | BR3/2021 | BI/2022 |
|---|-----------------------|---------------------|-------------------|------------------|
| Capacité d'autofinancement | 5 248 566 | 1 758 219 | 3 093 745 | 2 560 167 |
| Financements de l'actif par l'État | | 7 510 000 | 3 390 000 | 1 500 000 |
| Financements de l'actif par des tiers autres que l'État | | 6 057 924 | 5 618 046 | 5 675 386 |
| Autres ressources | | | | |
| Augmentation des dettes financières | | | | |
| TOTAL DES RESSOURCES (6) | 5 248 566 | 15 326 143 | 12 101 790 | 9 735 553 |
| Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6) | 618 520 | 3 089 575 | 3 564 227 | 3 581 442 |

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

| | Compte financier 2020 | Budget initial 2021 | BR3 2021 | BI/2022 |
|---|-----------------------|---------------------|-------------|-------------|
| Niveau initial | | | | |
| FONDS DE ROULEMENT | 21 255 923 | 23 656 008 | 20 637 403 | 17 073 176 |
| BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | -11 923 011 | -5 613 446 | -19 426 399 | -20 828 133 |
| TRESORERIE | 33 178 934 | 29 269 454 | 40 063 802 | 37 901 309 |
| Variation | | | | |
| Variation du FONDS DE ROULEMENT | -618 520 | -3 089 575 | -3 564 227 | -3 581 442 |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT | -7 503 388 | 2 572 983 | -1 401 734 | 2 598 350 |
| Variation de la TRESORERIE | 6 884 868 | -5 662 558 | -2 162 494 | -6 179 792 |
| Niveau final | | | | |
| FONDS DE ROULEMENT | 20 637 403 | 20 566 433 | 17 073 176 | 13 491 734 |
| BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | -19 426 399 | -3 040 463 | -20 828 133 | -18 229 782 |
| TRESORERIE | 40 063 802 | 23 606 896 | 37 901 309 | 31 721 516 |

Jours de charges de fonctionnement décaissables

40

94

TABLEAU 7 - Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre | TOTAL |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| (1) SOLDE INITIAL (début de mois) | 37 901 308 | 51 707 151 | 41 811 965 | 32 064 599 | 44 589 485 | 35 688 187 | 27 751 693 | 53 422 769 | 45 423 572 | 39 146 999 | 45 779 013 | 33 621 675 | |
| ENCAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes budgétaires globalisées | 22 992 074 | 928 745 | 1 102 086 | 23 424 472 | 568 629 | 502 371 | 32 007 391 | 6 546 | 2 051 423 | 14 446 529 | 937 263 | 5 617 856 | 104 585 386 |
| Subvention pour charges de service public | 22 395 775 | 0 | 0 | 22 395 775 | 0 | 0 | 31 379 498 | 0 | 0 | 13 489 275 | 0 | 1 544 259 | 91 204 582 |
| Autres financements de l'État | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 500 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 96 519 | 0 | 0 | 0 | 3 271 | 30 209 | 130 000 |
| Autres financements publics | 0 | 12 949 | 93 421 | 1 024 012 | 117 713 | 62 934 | 39 237 | 0 | 838 807 | 0 | 0 | 2 669 316 | 4 858 390 |
| Recettes propres | 596 300 | 915 796 | 1 008 665 | 4 685 | 450 916 | 439 437 | 469 637 | 6 546 | 1 212 616 | 957 254 | 933 992 | 1 374 071 | 8 369 914 |
| Recettes budgétaires fléchées | 185 404 | 941 121 | 941 163 | 31 012 | 116 954 | 1 407 245 | 4 323 399 | 0 | 3 926 479 | 3 218 041 | 1 341 306 | 8 160 113 | 24 592 238 |
| Financements de l'État fléchés | 0 | 0 | 0 | 13 566 | 9 971 | 0 | 3 989 | 0 | 18 353 | 0 | 28 431 | 1 593 550 | 1 667 860 |
| Autres financements publics fléchés | 103 413 | 445 321 | 826 329 | 0 | 0 | 1 275 328 | 4 122 992 | 0 | 3 494 191 | 3 078 524 | 1 131 910 | 5 888 163 | 20 366 171 |
| Recettes propres fléchées | 81 991 | 495 800 | 114 834 | 17 446 | 106 983 | 131 917 | 196 419 | 0 | 413 935 | 139 516 | 180 966 | 678 399 | 2 558 207 |
| Opérations non budgétaires | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts : encaissements en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Prêts : encaissement en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | | | | |
| Opérations gérées en comptes de tiers : | 19 781 | 237 244 | 87 678 | 428 897 | 16 231 | 451 592 | 115 361 | 16 921 | 73 858 | 121 897 | 216 728 | 565 066 | 2 351 253 |
| - TVA encaissée | 19 781 | 237 244 | 60 022 | 416 409 | 16 231 | 429 626 | 115 361 | 7 527 | 73 858 | 105 201 | 203 975 | 554 636 | 2 239 871 |
| - Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements | | | | | | | | | | | | | |
| - Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers | | | 27 655 | 12 488 | | 21966 | | 9 394 | | 16 697 | 12 753 | 10 429 | 111 382 |
| A. TOTAL | 23 197 260 | 2 107 110 | 2 130 927 | 23 884 381 | 701 814 | 2 361 208 | 36 446 151 | 23 467 | 6 051 760 | 17 786 467 | 2 495 297 | 14 343 035 | 131 528 877 |
| DECAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses liées à des recettes globalisées | 7 799 217 | 10 012 544 | 9 517 314 | 9 574 118 | 7 711 747 | 8 562 621 | 8 346 843 | 6 862 620 | 7 904 365 | 8 333 183 | 11 208 241 | 12 536 154 | 108 368 967 |
| Personnel | 6 206 083 | 6 182 612 | 6 029 758 | 5 945 287 | 6 119 929 | 6 235 811 | 6 015 837 | 6 070 140 | 6 181 376 | 6 352 175 | 6 735 849 | 7 371 054 | 75 445 910 |
| Fonctionnement | 1 446 002 | 3 404 485 | 2 645 132 | 3 312 163 | 1 272 637 | 2 086 607 | 1 722 379 | 778 553 | 1 232 260 | 1 514 174 | 3 548 190 | 3 876 588 | 26 839 170 |
| Investissement | 147 132 | 425 448 | 842 424 | 316 668 | 319 181 | 240 204 | 608 628 | 13 927 | 490 728 | 466 833 | 924 202 | 1 288 512 | 6 083 887 |
| Dépenses liées à des recettes fléchées | 1 525 657 | 1 715 872 | 2 145 722 | 1 598 571 | 1 704 318 | 1 523 236 | 2 275 257 | 1 088 058 | 4 102 833 | 2 653 953 | 3 238 831 | 3 416 141 | 26 988 450 |
| Personnel | 1 089 620 | 1 067 697 | 1 250 598 | 811 818 | 1 124 274 | 1 017 495 | 1 006 158 | 980 024 | 937 937 | 1 317 469 | 972 452 | 651 818 | 12 227 360 |
| Fonctionnement | 330 639 | 627 927 | 379 551 | 531 362 | 339 971 | 323 298 | 670 315 | 63 366 | 337 607 | 1 114 934 | 1 317 722 | 1 491 291 | 7 527 983 |
| Investissement | 105 397 | 20 248 | 515 573 | 255 391 | 240 073 | 182 443 | 598 785 | 44 669 | 2 827 289 | 221 550 | 948 658 | 1 273 032 | 7 233 108 |
| Opérations non budgétaires | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts : remboursements en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Prêts : décaissements en capital | | | | | | | | | | | | | |
| Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | | | | |
| Opérations gérées en comptes de tiers : | 66 543 | 273 879 | 215 257 | 186 808 | 187 047 | 211 845 | 152 975 | 71 986 | 321 135 | 167 317 | 205 564 | 290 899 | 2 351 253 |
| - TVA décaissée | 56 114 | 262 095 | 199 385 | 174 320 | 173 960 | 202 966 | 143 581 | 63 555 | 312 869 | 160 302 | 199 825 | 290 899 | 2 239 871 |
| - Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers | 10 429 | 11 784 | 15 872 | 12 488 | 13 086 | 8 879 | 9 394 | 8 431 | 8 265 | 7 014 | 5 739 | | 111 382 |
| B. TOTAL | 9 391 417 | 12 002 296 | 11 878 292 | 11 359 496 | 9 603 112 | 10 297 703 | 10 775 075 | 8 022 664 | 12 328 333 | 11 154 452 | 14 652 636 | 16 243 194 | 137 708 670 |
| (2) SOLDE DU MOIS = A - B | 13 805 842 | -9 895 186 | -9 747 365 | 12 524 886 | -8 901 298 | -7 936 494 | 25 671 076 | -7 999 197 | -6 276 573 | 6 632 014 | -12 157 339 | -1 900 159 | -6 179 792 |
| SOLDE CUMULE (1) + (2) | 51 707 151 | 41 811 965 | 32 064 599 | 44 589 485 | 35 688 187 | 27 751 693 | 53 422 769 | 45 423 572 | 39 146 999 | 45 779 013 | 33 621 675 | 31 721 516 | |

TABLEAU 8 - Opérations liées aux recettes fléchées
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | Compte Financier 2020 | BI 2021 | BR3 2021 | BI 2022 | 2023* | 2024* | 2025 et suivants* |
|---|--------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a) | | | | | 20 966 013 | 14 945 101 | 15 289 008 |
| Recettes fléchées (b) | 22 400 147 | 28 644 773 | 30 903 606 | 24 592 238 | 7 406 420 | 10 528 537 | 13 718 996 |
| Financements de l'État fléchés | 3 871 763 | 6 000 000 | 2 099 935 | 1 667 860 | 1 500 000 | 3 500 000 | 6 575 000 |
| Autres financements publics fléchés | 13 384 844 | 18 899 290 | 20 073 250 | 20 366 171 | 5 828 920 | 6 982 037 | 6 683 196 |
| Recettes propres fléchées | 5 143 540 | 3 745 483 | 8 730 422 | 2 558 207 | 77 500 | 46 500 | 460 800 |
| Dépenses sur recettes fléchées CP (c) | 19 274 516 | 31 540 177 | 31 865 852 | 26 988 450 | 13 427 332 | 10 184 630 | 15 815 963 |
| Personnel | | | | | | | |
| AE=CP | 11 131 201 | 10 645 750 | 12 526 969 | 12 227 360 | 2 790 240 | 1 294 897 | 624 499 |
| Fonctionnement | | | | | | | |
| AE | 6 040 904 | 7 718 889 | 8 082 722 | 7 568 663 | 1 205 721 | 1 210 744 | 1 998 400 |
| CP | 5 724 892 | 7 139 579 | 8 055 983 | 7 527 983 | 1 225 041 | 1 210 744 | 2 057 429 |
| Investissement | | | | | | | |
| AE | 2 988 481 | 5 157 365 | 4 003 529 | 8 297 049 | 24 088 094 | 255 529 | 1 190 016 |
| CP | 2 418 424 | 13 754 848 | 11 282 900 | 7 233 108 | 9 412 051 | 7 678 989 | 13 134 035 |
| Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c) | 3 125 631 | - 2 895 404 | - 962 246 | - 2 396 212 | - 6 020 912 | 343 907 | - 2 096 967 |

(*) Données issues du tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation (tableau 10)

TABLEAU 9 - Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

| Opération | Montant de l'opération | Autorisation d'engagement | | | | | Crédits de paiement | | | | | Restes | |
|--|------------------------|---|-------------------|---------------------|---------------------|----------------------------|---|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|--|--|
| | | AE consommées au titre des années antérieures à 2021 + BR3 2021 | BI/2022 | Variations BR1/2022 | Variations BR2/2022 | Total des AE ouvertes 2022 | CP consommées au titre des années antérieures à 2021 + BR3 2021 | BI/2022 | Variations BR1/2022 | Variations BR2/2022 | Total des CP ouverts 2022 | Restes à engager en fin d'année n (AE) | Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP) |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6)=(3)+(4)+(5) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11)=(8)+(9)+(10) | (12) = (1) - (2) - (6) | (13) = (2) + (6) - (7) + (11) |
| PIA | 16 423 018 | 3 197 066 | 6 053 000 | | | 6 053 000 | 3 159 641 | 3 628 000 | | | 3 628 000 | 7 172 952 | 2 462 425 |
| Mécénat | 2 665 000 | 1 236 381 | 541 500 | | | 541 500 | 1 236 562 | 541 500 | | | 541 500 | 887 119 | -181 |
| UE | 7 616 971 | 2 847 891 | 1 260 428 | | | 1 260 428 | 3 188 441 | 1 240 428 | | | 1 240 428 | 3 508 652 | -320 550 |
| Autres | 667 026 | 402 694 | 60 000 | | | 60 000 | 402 266 | 60 000 | | | 60 000 | 204 332 | 428 |
| TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS | 27 372 015 | 7 684 032 | 7 914 928 | 0 | 0 | 7 914 928 | 7 986 910 | 5 469 928 | 0 | 0 | 5 469 928 | 11 773 055 | 2 142 122 |
| Grands projets | 35 529 638 | 11 310 970 | 1 743 161 | | | 1 743 161 | 8 930 484 | 3 057 722 | | | 3 057 722 | 22 475 507 | 1 065 925 |
| GER | 3 294 000 | 1 913 104 | 1 065 500 | | | 1 065 500 | 1 415 689 | 1 157 657 | | | 1 157 657 | 315 396 | 405 258 |
| Réhabilitation | 3 071 600 | 863 317 | 2 179 091 | | | 2 179 091 | 660 563 | 1 859 988 | | | 1 859 988 | 29 192 | 521 857 |
| Internat | 1 400 000 | 1 114 996 | 220 012 | | | 220 012 | 647 824 | 241 982 | | | 241 982 | 64 992 | 445 203 |
| Hors SPSI | 910 000 | 415 000 | 495 000 | | | 495 000 | 170 687 | 549 890 | | | 549 890 | 0 | 189 422 |
| TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES | 44 205 238 | 15 617 387 | 5 702 764 | 0 | 0 | 5 702 764 | 11 825 248 | 6 867 240 | 0 | 0 | 6 867 240 | 22 885 086 | 2 627 665 |
| TOTAL OPERATIONS PLURI-ANNUELLES | 71 577 253 | 23 301 419 | 13 617 692 | 0 | 0 | 13 617 692 | 19 812 158 | 12 337 168 | 0 | 0 | 12 337 168 | 34 658 141 | 4 769 787 |

B - Recettes

| Opération | Montant de l'opération | Prélèvement sur la trésorerie | Financements extérieurs | | | |
|--|------------------------|-------------------------------|---------------------------------|---|--|---------------------------|
| | | | Montant financements extérieurs | Encaissements au titre des années antérieures à 2021 + BR3 2021 | Encaissements au titre de l'année 2022 | Restes à encaisser |
| | (1) | (14) = (1) - (15) | (15) | (16) | (17) | (18) = (15) - (16) - (17) |
| PIA | 16 423 018 | 0 | 16 423 018 | 2 360 000 | 3 767 000 | 10 296 018 |
| Mécénat | 2 665 000 | 0 | 2 665 000 | 1 603 400 | 476 800 | 584 800 |
| UE | 7 616 971 | 0 | 7 616 971 | 3 330 615 | 1 088 455 | 3 197 901 |
| Autres | 667 026 | 0 | 667 026 | 626 792 | 40 000 | 234 |
| TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS | 27 372 015 | 0 | 27 372 015 | 7 920 807 | 5 372 255 | 14 078 953 |
| Grands projets | 35 529 638 | 4 029 638 | 31 500 000 | 10 925 000 | 3 000 000 | 17 575 000 |
| GER | 3 294 000 | 3 294 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabilitation | 3 071 600 | 3 071 600 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Internat | 1 400 000 | 1 400 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Hors SPSI | 910 000 | 910 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES | 44 205 238 | 12 705 238 | 31 500 000 | 10 925 000 | 3 000 000 | 17 575 000 |
| TOTAL | 71 577 253 | 12 705 238 | 58 872 015 | 18 845 807 | 8 372 255 | 31 653 953 |

TABLEAU 10 - Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

| Opérations | Nature | Montant de l'opération (1) | Autorisation d'engagement | | | | | Crédits de paiement | | | | | Programmation dépenses N+1 et suivants | | | | | |
|--------------------------------------|----------------|-------------------------------|---|-------------------|----------------------------|----------------------------|--|--|-------------------|----------------------------|-----------------------------|---|--|----------------------------|----------------------------|----------------------------|--|---|
| | | | AE consommées au titre des années antérieures à 2021 (2) | BI/2022 (3) | Variations BR1/2022 (4) | Variations BR2/2022 (5) | Total des AE ouvertes en 2022 (6)=(3)+(4)+(5) | CP consommés au titre des années antérieures à 2021 (7) | BI/2022 (8) | Variations BR1/2022 (9) | Variations BR2/2022 (10) | Total des CP ouverts en 2022 (11)=(8)+(9)+(10) | AE prévues en 2023 (12) | CP prévues en 2023 (13) | AE prévues en 2024 (14) | CP prévues en 2024 (15) | AE prévues en 2025 et suivants (16) = (1) - (2) - (6) - (12) - (14) | CP prévues en 2025 et suivants (17) = (1) - (7) - (11) - (13) - (15) |
| | | | Contrats de recherche | Personnel | 10 764 950 | 3 634 886 | 2 420 428 | | | 2 420 428 | 3 634 886 | 2 420 428 | | | 2 420 428 | 2 790 240 | 2 790 240 | 1 294 897 |
| | Fonctionnement | 7 735 314 | 2 109 949 | 1 210 500 | | | 1 210 500 | 2 066 920 | 1 194 500 | | | 1 194 500 | 1 205 721 | 1 205 721 | 1 210 744 | 1 210 744 | 1 998 400 | 2 057 429 |
| | Investissement | 8 871 751 | 1 939 197 | 4 284 000 | | | 4 284 000 | 2 285 105 | 1 855 000 | | | 1 855 000 | 2 085 468 | 2 085 468 | 162 529 | 162 529 | 400 557 | 2 483 649 |
| TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE | | 27 372 015 | 7 684 032 | 7 914 928 | 0 | 0 | 7 914 928 | 7 986 911 | 5 469 928 | 0 | 0 | 5 469 928 | 6 081 429 | 6 081 429 | 2 668 170 | 2 668 170 | 3 023 456 | 5 165 577 |
| Opérations immobilières | Fonctionnement | 296 934 | 296 934 | 0 | | | 0 | 277 614 | 0 | | | 0 | | 19 320 | | | 0 | 0 |
| | Investissement | 43 908 303 | 15 320 454 | 5 702 764 | | | 5 702 764 | 11 547 634 | 6 867 240 | | | 6 867 240 | 22 002 626 | 7 326 583 | 93 000 | 7 516 460 | 789 459 | 10 650 386 |
| TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES | | 44 205 237 | 15 617 388 | 5 702 764 | 0 | 0 | 5 702 764 | 11 825 248 | 6 867 240 | 0 | 0 | 6 867 240 | 22 002 626 | 7 345 903 | 93 000 | 7 516 460 | 789 459 | 10 650 386 |
| <i>Ss total Personnel</i> | | 0 | 3 634 886 | 2 420 428 | | | 2 420 428 | 3 634 886 | 2 420 428 | | | 2 420 428 | 2 790 240 | 2 790 240 | 1 294 897 | 1 294 897 | 624 499 | 624 499 |
| <i>Ss total Fonctionnement</i> | | 296 934 | 2 406 883 | 1 210 500 | | | 1 210 500 | 2 344 534 | 1 194 500 | | | 1 194 500 | 1 205 721 | 1 225 041 | 1 210 744 | 1 210 744 | 1 998 400 | 2 057 429 |
| <i>SS total Investissement</i> | | 43 908 303 | 17 259 651 | 9 986 764 | | | 9 986 764 | 13 832 739 | 8 722 240 | | | 8 722 240 | 24 088 094 | 9 412 051 | 255 529 | 7 678 989 | 1 190 016 | 13 134 035 |
| TOTAL | | 71 577 252 | 23 301 420 | 13 617 692 | 0 | 0 | 13 617 692 | 19 812 159 | 12 337 168 | 0 | 0 | 12 337 168 | 28 084 055 | 13 427 332 | 2 761 170 | 10 184 630 | 3 812 915 | 15 815 963 |

B - Prévissions de recettes

| Opérations | Nature | Prévission | Prévission N | | Programmation N+1 et suivants | | |
|---|-----------------------------|--|---|--|--------------------------------------|--------------------------------------|---|
| | | financement extérieur des opérations (18) | Encaissements au titre des années antérieures à 2021 + BR3 2021 (19) | Encaissements au titre de l'année 2022 (20) | Encaissements prévus en 2023 (21) | Encaissements prévus en 2024 (22) | Encaissements prévus en 2025 et suivants (23) = (18) - (19) - (20) - (21) - (22) |
| Contrats de recherche | Financement de l'Etat | | | | | | |
| | Autres financements publics | 24 707 015 | 6 317 407 | 4 895 455 | 4 328 920 | 5 482 037 | 3 683 196 |
| | Autres financements | 2 665 000 | 1 603 400 | 476 800 | 77 500 | 46 500 | 460 800 |
| Total contrat de recherche | | 27 372 015 | 7 920 807 | 5 372 255 | 4 406 420 | 5 528 537 | 4 143 996 |
| Opérations immobilières | Financement de l'Etat | 21 500 000 | 8 425 000 | 1 500 000 | 1 500 000 | 3 500 000 | 6 575 000 |
| | Autres financements publics | 10 000 000 | 2 500 000 | 1 500 000 | 1 500 000 | 1 500 000 | 3 000 000 |
| | Autres financements | 0 | | | | | |
| Total opérations immobilières | | 31 500 000 | 10 925 000 | 3 000 000 | 3 000 000 | 5 000 000 | 9 575 000 |
| <i>ss total financement de l'Etat</i> | | 21 500 000 | 8 425 000 | 1 500 000 | 1 500 000 | 3 500 000 | 6 575 000 |
| <i>ss total autres financements publics</i> | | 34 707 015 | 8 817 407 | 6 395 455 | 5 828 920 | 6 982 037 | 6 683 196 |
| <i>ss total autres financements</i> | | 2 665 000 | 1 603 400 | 476 800 | 77 500 | 46 500 | 460 800 |
| TOTAL | | 58 872 015 | 18 845 807 | 8 372 255 | 7 406 420 | 10 528 537 | 13 718 996 |

TABLEAU 11 - TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | Moyens attribués de l'établissement (en AE) | | Moyens demandés hors budget de l'établissement (1) | | | | | |
|---|----------------|---|------|--|------|---------|------|-------------------------------------|------|
| | | | | CNRS | | INSERM | | Autres partenaires (SU,UP,EHESS...) | |
| | | Montant | ETPT | Montant | ETPT | Montant | ETPT | Montant | ETPT |
| SCIENCES | | | | | | | | | |
| BIOLOGIE - UMS 3194 -CEREEP <i>BIO21</i> | Personnel | 30 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 47 500 | | 409 725 | | | | | |
| | Investissement | 19 000 | | 397 000 | | 0 | | 0 | |
| BIOLOGIE - UMR 8197 -IBENS - <i>IBENS11</i> | Personnel | 130 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 70 000 | | 411 400 | | 485 000 | | 0 | |
| | Investissement | 140 000 | | 133 500 | | 154 000 | | | |
| CHIMIE - UMR 8640 - Labo Pasteur - <i>CHIM31</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 84 500 | | 90 000 | | | | 24 000 | |
| | Investissement | 25 000 | | 35 000 | | | | | |
| CHIMIE -UMR 7203 - Labo. des biomolécules <i>CHIM31</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 37 000 | | 85 000 | | | | 105 000 | |
| | Investissement | 5 000 | | | | | | | |
| CHIMIE - FR 2769 - Inst. Chimie Moléculaire de Paris Centre <i>CHIM51</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 2 500 | | 18 000 | | | | 8 000 | |
| | Investissement | 3 500 | | | | | | | |
| CHIMIE - FR 3615 - Féd.Physico- Chimie Ana. et Bio. <i>CHIM41</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 10 000 | | 7 000 | | | | 6 000 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| CHIMIE - UMR 8004 - IMAP <i>CHIM21</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 22 500 | | 7 000 | | | | 14 000 | |
| | Investissement | 7 000 | | 20 000 | | | | 77 000 | |
| ETUDES COGNITIVES - U960 - Labo.de Neurosciences Cognitives <i>DEC11</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 24 000 | | 0 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| ETUDES COGNITIVES - UMR 8129 - Institut J.Nicod <i>DEC21</i> | Personnel | 9 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 14 000 | | 50 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| ETUDES COGNITIVES - UMR 8554 - Labo.Sc.Cogn. et Psycholing. <i>DEC31</i> | Personnel | 15 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 5 500 | | 44 000 | | | | 27 000 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| ETUDES COGNITIVES - UMR 8248 - Labo.Psycho.de la Perception <i>DEC41</i> | Personnel | 3 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 17 600 | | 74 850 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| ETUDES COGNITIVES - U 955 - Equipe Neuropsy.Interventionnelle 1F10 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 5 000 | | 0 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |

TABLEAU 11 - TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | Moyens attribués de l'établissement (en AE) | Moyens demandés hors budget de l'établissement (1) | | | | | |
|---|----------------|---|--|--|--------|--|-------------------------------------|--|
| | | | CNRS | | INSERM | | Autres partenaires (SU,UP,EHESS...) | |
| ETUDES COGNITIVES - UMS 3332 - Relais d'info. sur les sc.cognitives <i>DEC71</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 0 | 16 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | |
| GEOSCIENCES UMR 8538 - Labo.de Géologie <i>GEOS11</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 51 000 | 105 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 30 000 | | | | | | |
| GEOSCIENCES UMR 8539 - Labo.de Météo.Dyna. <i>GEOS21</i> | Personnel | 0 | | | | | 7 800 | |
| | Fonctionnement | 15 000 | 132 000 | | | | 171 585 | |
| | Investissement | 6 000 | | | | | 10 000 | |
| INFORMATIQUE - UMR 8548 <i>INFO01</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 36 000 | 40 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | |
| MATHEMATIQUES - UMR 8553 <i>MATH01</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 63 000 | 40 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 15 000 | | | | | | |
| PHYSIQUE - UMR 8552 - Labo. Kastler Brossel <i>PHYS11</i> | Personnel | 0 | | | | | 30 000 | |
| | Fonctionnement | 110 000 | 514 000 | | | | 12 000 | |
| | Investissement | 5 000 | | | | | 49 000 | |
| PHYSIQUE - UMR 8023 - Labo.de physique de l'ENS - LPENS <i>PHYS21</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 115 000 | 315 000 | | | | 100 000 | |
| | Investissement | 100 000 | 165 000 | | | | 15 000 | |
| LETTRES | | | | | | | | |
| ANTIQUITES - UMR 8546 - Labo.d'archéo - <i>ANTI11</i> | Personnel | 12 000 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 50 000 | 137 500 | | | | 38 000 | |
| | Investissement | 13 000 | | | | | | |
| ANTIQUITES - UMR 8230 - Centre J.Pépin - <i>ANTI21</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 10 000 | 161 500 | | | | 0 | |
| | Investissement | 10 000 | | | | | | |
| IHMC - UMR 8066 <i>HIST11</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 10 000 | 2 500 | | | | 118 000 | |
| | Investissement | 5 000 | | | | | | |
| HISTOIRE ET THEORIE DES ARTS - UMR 7172 - THALIM <i>ART11 (ex HTA11)</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 4 500 | 34 600 | | | | 111 400 | |
| | Investissement | 2 500 | | | | | | |
| LITTÉRATURE ET LANGAGE - UMR 8132 - Inst.Textes et Manuscrits Modernes - ITEM | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 30 000 | 92 000 | | | | 0 | |

TABLEAU 11 - TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | Moyens attribués de l'établissement (en AE) | | Moyens demandés hors budget de l'établissement (1) | | | | |
|---|----------------|---|--|--|--|--------|---------|-------------------------------------|
| | | | | CNRS | | INSERM | | Autres partenaires (SU,UP,EHESS...) |
| <i>LILA11</i> | Investissement | 0 | | | | | | |
| LITTÉRATURE ET LANGAGE - UMR 8094 - - LATTICE <i>LILA21</i> | Personnel | 6 000 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 21 000 | | 8 000 | | | 48 000 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | |
| PHILOSOPHIE - UMR 8547 - Pays Germaniques <i>PHILO11</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 17 000 | | 78 500 | | | 0 | |
| | Investissement | 8 000 | | | | | | |
| PHILOSOPHIE - USR 3608 - République des savoirs <i>PHILO21</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 30 000 | | 45 000 | | | 17 000 | |
| | Investissement | 5 000 | | | | | | |
| PHILOSOPHIE - UMS 3610 - CAPHES <i>PHILO31</i> | Personnel | 10 000 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 10 500 | | 35 000 | | | 0 | |
| | Investissement | 4 500 | | | | | | |
| SCIENCES SOCIALES - UMR 7074 - Centre de théorie et analyse du droit <i>SCSO11</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 3 400 | | 25 000 | | | 26 700 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | |
| SCIENCES SOCIALES - UMR 8097 - <i>SCSO21</i> | Personnel | 0 | | | | | | |
| | Fonctionnement | 27 000 | | 75 000 | | | 32 000 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | |
| ECONOMIE - UMR 8545 - Paris Jourdan Sciences Economiques <i>ECO11</i> | Personnel | 0 | | | | | 51 000 | |
| | Fonctionnement | 12 000 | | 142 000 | | | 227 600 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | |

(1) : données issus de l'application Dialog du CNRS

Ce tableau se décline par enveloppe et par type de financement

TABLEAU 12 - Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | CFI 2020 | BI 2021 | BR3 2021 | BI 2022 | | |
|-------------------------|---|---|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| Niveaux initiaux | 1 | Niveau initial de restes à payer | 23 486 183 | 29 442 322 | 32 790 588 | 27 034 037 | |
| | 2 | Niveau initial du fonds de roulement | 21 255 923 | 23 656 008 | 20 637 403 | 17 073 176 | |
| | 3 | Niveau initial du besoin en fonds de roulement | -11 923 011 | -5 613 446 | -19 426 399 | -20 828 133 | |
| | 4 | Niveau initial de la trésorerie | 33 178 934 | 29 269 455 | 40 063 802 | 37 901 309 | |
| | 4.a | dont niveau initial de la trésorerie fléchée | 21 198 840 | 14 663 421 | 24 324 471 | 23 362 225 | |
| | 4.b | dont niveau initial de la trésorerie non fléchée | 11 980 084 | 14 606 034 | 15 739 331 | 14 539 084 | |
| Flux de l'année | 5 | Autorisations d'engagement | 127 473 808 | 127 558 082 | 130 194 903 | 137 693 515 | |
| | 6 | Résultat patrimonial | 1 198 331 | -1 041 781 | 293 745 | 560 167 | |
| | 7 | Capacité d'autofinancement (CAF) | 5 248 566 | 1 758 219 | 3 093 745 | 2 560 167 | |
| | 8 | Variation du fonds de roulement | -618 520 | -3 089 575 | -3 564 227 | -3 581 442 | |
| | 9 | Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire | | | | | |
| | 10 | Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF | SENS | 32 506 | | | |
| | | Variation des stocks | + / - | 31 972 | | | |
| | | Production immobilisée | + | | | | |
| | | Charges sur créances irrécouvrables | - | 534 | | | |
| | | Produits divers de gestion courante | + | | | | |
| | 11 | Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie | SENS | -5 839 227 | 3 272 983 | -1 401 734 | 2 598 350 |
| | | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - | -5 839 227 | 2 872 983 | -1 801 735 | 2 598 350 |
| | | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + / - | | | | |
| | | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - | | 400 000 | 400 001 | 0 |
| | | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + / - | | | | |
| | 12 | Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11 | | 5 188 200 | -6 362 558 | -2 162 494 | -6 179 792 |
| 12.a | Recettes budgétaires | | 123 357 603 | 128 516 620 | 133 788 960 | 129 177 624 | |
| 12.b | Crédits de paiement ouverts | | 118 169 403 | 134 879 178 | 135 951 454 | 135 357 416 | |
| 13 | Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires | | -1 696 679 | -700 000 | 0 | 0 | |
| 14 | Variation de la trésorerie = 12 - 13 | | 6 884 879 | -5 662 558 | -2 162 494 | -6 179 792 | |
| 14.a | dont variation de la trésorerie fléchée | | 3 125 631 | -2 895 404 | -962 246 | -2 396 212 | |
| 14.b | dont variation de la trésorerie non fléchée | | 3 759 248 | -2 767 154 | -1 200 247 | -3 783 580 | |
| 15 | Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 | | -7 503 388 | 2 572 983 | -1 401 734 | 2 598 350 | |
| 16 | Variation des restes à payer | | 9 304 405 | -7 321 097 | -5 756 551 | 2 336 098 | |
| Niveaux finaux | 17 | Niveau final de restes à payer | 32 790 588 | 22 121 226 | 27 034 037 | 29 370 135 | |
| | 18 | Niveau final du fonds de roulement | 20 637 403 | 20 566 433 | 17 073 176 | 13 491 734 | |
| | 19 | Niveau final du besoin en fonds de roulement | -19 426 399 | -3 040 463 | -20 828 133 | -18 229 783 | |
| | 20 | Niveau final de la trésorerie | 40 063 802 | 23 606 896 | 37 901 309 | 31 721 516 | |
| | 20.a | dont niveau final de la trésorerie fléchée | 24 324 471 | 11 768 017 | 23 362 225 | 20 966 013 | |
| | 20.b | dont niveau final de la trésorerie non fléchée | 15 739 331 | 11 838 880 | 14 539 084 | 10 755 503 | |
| | | Comptabilité budgétaire | | | | | |
| | | Comptabilité générale | | | | | |